

# le prolétaire

M2414-405-5F

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

MARS-AVRIL  
1990

5 FF / 30 FB  
3 FS / 3000 LI

N° 405

## LA FIN DE L'APRES-GUERRE

Après l'éclatement de la crise économique générale du capitalisme de 1974-1975, que notre parti avait prévue et annoncée vingt ans auparavant, nous avions indiqué que cette crise constituait un tournant: la fin de l'après-guerre et l'entrée dans l'avant-guerre. Cette crise mettait fin à un cycle presque ininterrompu de croissance économique, que les économistes ont appelé "les 30 glorieuses" avec le cynisme des bourgeois pour qui la somme de souffrances, de misères et de morts que ces 30 années de "paix et prospérité" ont valu aux populations du monde entier - au travers des guerres coloniales ou "locales" ou bien par le jeu "naturel" de l'exploitation capitaliste -, ne sont que les inévitables faux frais de l'accumulation du capital.

Elle portait un coup fatal au condominium russo-américain sur le monde en sapant les bases de l'équilibre entre les deux blocs antagoniques issus de la guerre, c'est-à-dire les bases du partage impérialiste du monde qui avait résulté de la guerre: en rétrécissant les débouchés, elle poussait à une lutte accrue entre les brigands impérialistes pour la conquête de marchés et de "zones d'influence" sur lesquelles ils puissent écouler leurs marchandises et leurs capitaux.

Dans un rapport à une Réunion générale de notre parti sur "l'Evolution des rapports inter-impérialistes depuis la dernière guerre", nous expliquons que le monde est "de nouveau trop petit pour des appétits trop grands et trop ambitieux":

"La crise internationale a déjà provoqué pour l'immédiat une accélération notable de la course aux débouchés, sur les terrains de chasse par excellence que sont devenus l'Iran et l'Arabie Saoudite, de la course aux matières premières et de la course aux exportations de capitaux, non seulement en termes de prêts, mais également d'investissements directs.

La conséquence est la protection des zones d'influence existantes comme c'est particulièrement vrai pour les Etats-Unis dans leurs chasses gardées américaines depuis 1974. C'est également cette course qui éclaire le retour en force de l'Amérique au Moyen-Orient en 1973 et même la tendance récente de la Russie à s'intéresser aux matières premières, comme cela est perceptible en Afrique australe et au Maroc. Enfin, bien que la tentative inévitable des pays d'Europe et du Japon à se constituer des zones d'influence soit encore fortement contrecarrée par la puissance financière et le "big stick" américains, on peut cependant déjà remarquer la dépendance grandissante, ne serait-ce que sur le plan commercial, de certains petits pays vis-à-vis de ces impérialismes (...).

Ceci dit, la tendance la plus irrésistible que devait entraîner la crise sur le plan des rapports entre Etats concerne l'intensification des relations Est-Ouest, et ce, pour une double série de raisons: il y a dans un sens l'énorme courant économique avec lequel l'Ouest, zone de haute pression capitaliste, pèse sur l'Est, toujours zone de dépression capitaliste relative; il y a dans l'autre sens le courant irrésistible que provoque l'appel des énormes besoins technologiques de l'Est.

Or ce double courant est puissamment freiné par de multiples facteurs" (Le Prolétaire no.256, 17/12/1977).

( suite en page 2 )

## CE N'EST PAS ENCORE LE COEUR PROLETARIEN QUI BAT A BERLIN EST

La démocratisation de la société, sur le plan social, économique et politique, est, selon les organes de propagande bourgeoise, la grande cause qui secoue depuis longtemps les régimes à parti unique des satellites de Moscou et qui a eu enfin raison des appareils politiques et économiques, incapables de donner "pleine satisfaction" aux grandes masses. Ceci démontrerait que la seule méthode de gouvernement plus fonctionnelle, mieux adaptée, plus "juste" et capable de satisfaire les exigences des grandes masses, est la méthode de la démocratie pluraliste, de la démocratie occidentale. Ceci démontrerait que les masses ne peuvent être soumises aux méthodes de type totalitaire, de type fasciste, que pour une certaine période, pour quelques décennies au maximum. Puis - comme dans le cas du fascisme italien et du nazisme allemand, ou des régimes staliniens de marque moscovite - les masses se rebellent et seraient prêtes à rejeter les "garanties" (chômage au niveau zéro, assistance médicale et école gratuites, services publics qui fonctionnent, pensions, etc.) pour conquérir le droit à la propriété privée, le droit de parole, le droit de consommer, de voyager, en somme pour conquérir la démocratie la plus large.

Le coeur des démocrates occidentaux, et sans doute aussi orientaux, ont certainement palpité comme jamais face aux mobilisations de masse dans les rues des grands pays de l'Europe de l'Est: à commencer par Varsovie, où le massacreur fasciste de travailleurs, Jaruzelski, s'est mis d'accord avec les catholiques de Solidarnosc; à continuer par la très aristocratique Budapest, où les réformistes de gauche se sont substitués aux réformistes de droite, pour arriver à Prague qui redonne une nouvelle gloire au "printemps" de Dubcek; sans oublier la barbare Sofia de la "piste bulgare" du terrorisme, ni la rude mais convoitée Bucarest libérée désormais de son conducator Ceausescu; et enfin les métropoles ouvrières d'Allemagne de l'Est, Berlin, Leipzig, Dresde. Les coeurs démocratiques ont tressailli d'émotion à la vue de ces masses de gens descendues dans les rues pacifiquement pour acclamer à la face des policiers la Liberté, la Démocratie, et qui ont vaincu sans combat.

Le totalitarisme paraît ainsi avoir été vaincu deux fois: une fois par la guerre

mondiale, dans laquelle les "forces du mal", représentées par l'Axe allemand-italien-japonais, furent battues et exterminées, notamment par la très démocratique bombe atomique; une seconde fois, avec la paix mondiale, qui vit les ex-auteurs des bombardements atomiques sur les populations civiles de Nagasaki et Hiroshima et des bombardements-déluge sur les populations civiles de l'Europe Centrale, se mettre bras dessus bras dessous avec les ex-"agresseurs" de hier et avec les anciens dévotés de démocratie et barbares expansionnistes. La paix mondiale qui a suivi la guerre mondiale impérialiste et dominatrice des peuples, a été aussi impérialiste que la guerre. La paix mondiale - pour paraphraser le vieux Von Clausewitz - est la politique bourgeoise faite avec des moyens particuliers. C'est la politique des forces impérialistes les plus fortes qui s'impose aux pays du monde entier, comme la guerre a été imposée à tous les pays du monde, en fonction du développement des contradictions du capitalisme et des antagonismes entre pays bourgeois.

### DANS CE NUMERO

- Leçons du capital allemand (suite)
- Marxisme et religion
- La Révolution française et les débuts du mouvement ouvrier (5)
- "Vae Victis" Allemagne
- Perles libertaires
- L'incapacité de V.P. à comprendre la contre-révolution stalinienne
- L'aveuglement du C.C.I
- Algérie: le P.A.G.S. contre la grève
- Solidarité avec les ouvriers grévistes de Ford Mexique
- Grèves au Mozambique
- Malaisie, Suède, Angleterre, Argentine, Vénézuéla

Le totalitarisme, que la propagande bourgeoise dépeint comme l'ennemi à abattre et que l'opportunisme décrit comme le "mal absolu" auquel il faut opposer - et même mourir pour cela - "le bien absolu" de la démocratie est en réalité plus vivant que jamais. Dans l'ambiance dominante du marché, des profits, de l'argent, le totalitarisme est l'expression réelle de la dictature internationale du capital. Si la démocratie était effectivement cette force opposée au totalitarisme, elle devrait exprimer la force contraire, anticapitaliste, antibourgeoise, en fait cette force que Marx et Engels nommèrent simplement: communisme. Mais la démocratie est tout au contraire, l'expression politique, culturelle, sociale de ce capitalisme. Et plus le système du capitalisme se développe et domine le monde, plus la démocratie assume les caractères et les formes du totalitarisme bourgeois. Avec la première guerre mondiale

( suite en page 5 )

## LA GREVE DES MINEURS EN URSS ET LE DIFFICILE CHEMIN DE LA REPRISE DE LA LUTTE DE CLASSE

"En URSS, la lutte de classe reprend son chemin: après cette grève, plus rien ne sera comme avant, ni pour les ouvriers, ni pour le gouvernement et les patrons.", écrivions-nous dans le numéro 403 du "prolétaire" à propos de la grande grève des mineurs de charbon.

En fait, ce n'est plus la même chose sur tous les plans, autant sur le terrain plus strictement syndical, que d'une manière plus large sur le plan politique et social. La grève de juillet des mineurs du charbon laisse une trace profonde dans la société soviétique et sur toutes les classes sociales. Cela ne pourra pas être facilement oublié par les nouvelles couches de réformistes gorbatchéviens, pas plus que par les représentants de la vieille nomenklatura!

Cela ne pourra pas être oublié par la masse énorme de la petite-bourgeoisie des villes et des campagnes, parcourue de frissons dans le dos, par peur que la classe ouvrière, maintenue sous le contrôle de l'énorme appareil de parti et de l'Etat, se dégage de cette tutelle et se mette en lutte contre toutes les autres classes. Cela ne pourra pas être oublié par tous les autres ouvriers d'URSS et du monde entier, malgré les exploitations les plus diverses dont cette grève fait et fera encore l'objet.

Les sommets du gouvernement et du parti de Gorbatchev ont été contraints par la force, par l'extension et la compacité de la grève de juillet passé, totalement imprévisible et touchant un secteur névralgique pour l'économie nationale, de céder pratiquement sur toutes les revendications économiques et en partie "politiques" (revendications parfaitement compatibles d'aill-

leurs avec l'économie capitaliste). Ils y furent contraints en signant solennellement un engagement à respecter les promesses sitôt la grève terminée. Mais cet engagement ne s'est évidemment pas totalement concrétisé.

En réalité, la grève n'est pas terminée, elle est seulement suspendue, comme l'ont continuellement répété les mineurs. "suspendue" veut dire qu'elle peut reprendre à n'importe quel moment pour contraindre le gouvernement et le parti à passer des promesses verbales et écrites, aux faits. A la fin de juillet, les mouvements de grève se tassent. Les mineurs veulent vérifier tout de suite si les engagements solennels du premier ministre Rizhkov et de Gorbatchev lui-même passent dans les faits.

L'extrême méfiance qui caractérise cette lutte et qui provient de décennies de promesses jamais tenues, s'exprime dans des grèves d'avertissement

qui éclatent en août déjà, surtout à Vorkouta, dans le grand bassin charbonnier du cercle polaire arctique.

Mais en octobre, les mouvements de grèves reprennent avec une plus grande fréquence. Au début d'octobre, le Soviet Suprême édicte une loi qui interdit les grèves dans les secteurs vitaux de l'économie (miniers, énergie, transports, etc...). Deux semaines seulement après la ratification de cette loi, 2000 mineurs du Kouzbass, à Mejdouretchensk - le berceau de la grève - se mettent deux heures durant en grève. Les promesses doivent être tenues! Tel est l'avertissement des mineurs. A cette grève de protestation viennent se joindre immédiatement les cheminots et les ouvriers du bâtiment, nullement intimidés par l'interdiction légale et les éventuelles conséquences pénales.

Dans le même temps, à Vorkouta, une même grève "d'avertissement" sera suivie de la déclaration de grève illimitée à partir de la fin octobre dans le cas où les autorités ne garantissent pas pour cette date le respect des accords de juillet. Même le ministre du charbon, Belikov, dut s'envoler vers Vorkouta pour tenter de convaincre les mineurs que les accords seraient respectés, et dans ce but, il apporta

( suite en page 7 )

# LA FIN DE L'APRES-GUERRE

( suite de la page 1 )

Le rapport expliquait ensuite les facteurs qui s'opposaient à l'ouverture de l'Est, au premier rang desquels, la crainte de l'URSS de perdre sa zone d'influence. Et il concluait:

"Le résultat est que les frontières de l'Est ne sont qu'entrouvertes et, pire, que la crise a provoqué la contraction des marchés de l'Est. Etant donné les formidables pressions économiques qui poussent à lier plus étroitement les deux zones entre elles, si l'ouverture ne peut pas se faire par les moyens pacifiques, il faudra bien qu'elle se réalise par d'autres moyens".

Un peu plus d'une décennie après, cette ouverture s'est réalisée, et elle s'est réalisée pacifiquement. Mais n'en déplaise aux idéologues de la démocratie et du pacifisme, elle n'a pas mis en oeuvre que des moyens pacifiques. Au contraire un des facteurs cruciaux a été celui de la menace directement militaire; plus généralement la tension entre les blocs a atteint une intensité rarement vue lors de la période antérieure: invasion de l'Afghanistan et en réponse, boycott économique de l'URSS; installation des euro-missiles en ont été les épisodes marquants. On sait maintenant que les soviétiques avaient cru à une attaque militaire américaine imminente en 1985 et qu'ils ont toujours pris très au sérieux les projets de "guerre des étoiles".

L'affrontement direct n'a pas eu lieu; comme aux échecs lorsque la menace d'un "coup" est aussi décisive que le "coup" lui-même, la violence est largement restée à l'état potentiel, à l'état latent de menace. L'URSS, affaiblie économiquement par la crise et empêtrée dans d'interminables conflits "locaux", a jugé plus avantageux un repli contrôlé, une perte d'influence limitée, à négocier contre le ballon d'oxygène d'une intensification des relations économiques avec l'Ouest. Les rivalités impérialistes se traduisent nécessairement en termes de rapports de force, mais ne se résolvent pas toujours par des affrontements armés. Entre les deux guerres les Etats-Unis ont ravi la première place mondiale à la Grande-Bretagne par la force irrésistible des dollars nécessaires à cette dernière, et ils ont définitivement évincé leur cher allié au cours de la deuxième guerre mondiale en l'étranglant par le crédit.

L'URSS de Gorbatchev n'a pas renoncé à rester une puissance mondiale qui défend ses intérêts par tous les moyens. Selon l'ancestrale habitude russe elle cherche à échanger de l'espace contre du temps, dans l'espoir de pouvoir revenir sur la scène mondiale avec une vigueur accrue après avoir eu le temps de surmonter ses difficultés internes et de réorganiser son économie. Dans cette optique, les pays du glacis, ses gains de la dernière guerre, ne lui serviraient pas de bouclier militaire, mais en quelque sorte de bouée économique, alors qu'ils risquaient d'en devenir des boulets. Il paraît de plus en plus évident que seules des injections massives de capital peuvent empêcher ces pays de s'enfoncer profondément dans la crise. Si les capitaux occidentaux

réussissent à revitaliser ces économies, l'URSS en profitera aussi en continuant de leur vendre ses seules marchandises exportables, ses matières premières, aux prix du marché mondial et contre des devises.

C'était là la ligne de Gorbatchev et de ses partisans, qu'il argumentait de cette façon, lors de son ascension vers le pouvoir: "Seule une économie intensive se développant sur les bases scientifiques les plus modernes peut (...) sauvegarder la position du pays dans l'arène internationale, et lui permettre d'entrer dans le vingt et unième siècle comme un pays grand et prospère" ("Le Monde Diplomatique", mars 1990).

L'ouverture de l'Est et sa contrepartie politique, la détente actuelle, annoncent-elles le début d'une période harmonieuse où s'estomperaient peu-à-peu les rivalités inter-étatiques?

Nous avons répondu que cette grande détente était "la prémisse des affrontements inter-impérialistes" (voir Le Proletaire no.403) parce qu'elle était le coup d'envoi d'un nouveau repartage impérialiste du monde. L'ancien partage impérialiste conclu avant même la fin de la guerre a vécu: il se défait sous nos yeux. Il est devenu presque banal de constater la fin de l'après-guerre. Mais lorsqu'au récent "Colloque" de la Sorbonne sur l'évolution des pays de l'Est, un des invités soviétiques, très gorbatchévien, a tranquillement affirmé que nous étions revenus à une période d'avant-guerre (comme en 1913 ou en 1939, a-t-il ajouté), il y a eu comme un malaise: ces choses-là ne doivent pas se dire si crûment, et surtout pas au cours d'une grand-messe en faveur de la démocratie...

Les quelques mois qui viennent de s'écouler ont été riches d'événements politiques en Europe, mais plus importants sont les bouleversements qu'ils annoncent dans les rapports et alliances entre Etats.

Tout au long de ces dernières années nous n'avons pas cessé de mettre en relief les contradictions et les tendances centrifuges qui mènent les blocs rivaux, et qui éclatent aujourd'hui au grand jour. Dans le rapport précité, nous écrivions:

"Parmi les facteurs susceptibles à terme de bousculer le plus profondément l'équilibre actuel des forces entre les grands colosses impérialistes, il faut compter toutes les manifestations de la crise économique, les déséquilibres provoqués par la course aux armements, les modifications d'alliance provoquées par les rivalités nationales et même les luttes sociales et politiques dans les pays du "Tiers-Monde", mais surtout les risques de modification brutale de la politique du Japon et de l'Europe, en particulier de l'Allemagne. Il n'est pas de bourgeois considérant l'évolution de la politique mondiale qui ne présente les tendances au réarmement du Japon et l'unification de l'Allemagne comme des phénomènes désormais possibles, au prix de renversements spectaculaires d'alliance."

Cette unification de l'Allemagne si redoutée est en marche et tous la

considèrent comme un fait accompli, tout en s'interrogeant anxieusement sur ses conséquences.

Les milieux officiels de l'OTAN feignent de croire que rien ne changera, ou presque. L'Allemagne réunifiée resterait membre de l'Alliance; l'URSS finirait par s'y résigner parce que ce serait la garantie que les allemands restent sous contrôle américain.

Mais l'URSS au contraire fera le maximum pour éviter cette solution, la pire de toutes pour elle. Ce serait en effet une avancée irréversible du dispositif militaire anti-soviétique à l'intérieur du "glacis" et la désorganisation totale du dispositif militaire soviétique de "l'avant". Ce serait la consolidation définitive d'une alliance des Etats-Unis avec une grande Allemagne appelée à être, de toutes façons, la puissance économiquement de plus en plus dominante auprès des ex-satellites de Moscou.

L'URSS ne peut donc qu'essayer de jouer la carte d'une Allemagne neutraliste, c'est-à-dire indépendante de l'Otan (comme du Pacte de Varsovie) à qui elle ferait miroiter ses marchés, ses matières premières et ses possibilités d'investissement, dans le but de s'en faire un partenaire, sinon un allié.

Cette éventualité est aussi la plus intéressante pour l'Allemagne car elle lui permettrait de s'émanciper enfin de la tutelle conjuguée de ses vainqueurs en ayant l'air de la faire dans le but altruiste d'éviter un affrontement entre les deux grands, et avec la certitude d'être ensuite courtisée par tous. Le chef du parti social-démocrate de RFA O. Lafontaine, déclare que le chancelier Kohl a tort de laisser croire que l'Allemagne réunifiée pourrait rester dans l'OTAN; mais à l'étape actuelle Kohl doit avant tout éviter de braquer ses alliés qui peuvent mettre des obstacles à la réunification, alors que l'URSS travaille objectivement pour lui.

La mauvaise volonté à reconnaître formellement la ligne Oder-Neisse est significative: les capitalistes allemands (la Deutsche Bank pèse d'un poids décisif dans l'élaboration de la politique à l'Est du gouvernement actuel) ne veulent surtout pas se lier à l'avance les mains au moment où ils sentent que tous les accords et tous les équilibres anciens vont être remis en jeu.

Mais pour les autres Etats européens la perspective d'une Allemagne réunifiée et libre est un cauchemar. De Gaulle disait autrefois que la France irait jusqu'à la guerre pour empêcher l'unification de l'Allemagne, selon ce qu'écrivit Kissinger dans ses Mémoires. La fanfaronade a fait long feu et la France est dans l'embarras. Son but dans la "construction européenne" a toujours été de rattrapper la puissance économique allemande ou au moins de ne pas se laisser distancer. Y a-t-il encore un intérêt à poursuivre cette construction européenne, maintenant que son objectif est hors de portée? Deux tendances se dessinent dans le paysage politique, qui traversent les clivages habituels et qui sont à l'oeuvre dans les reclassifications politiques en cours; pour l'une de ces tendances, caricaturale au PCF, qui regroupe aussi une partie du PS

(Chevènement) et du RPR (Pasqua) ainsi que des milieux traditionnellement anti-russes (Marie-France Garaud), il faut faire son deuil de la construction européenne parce qu'elle consacrerait la supériorité allemande et chercher des alliances de rechange; pour l'autre tendance, suivie par le gouvernement, dont les exposants les plus en vue sont au PS, Delors, et à droite, Barre, il faut au contraire accélérer cette construction pour ficeler l'Allemagne et geler, autant que faire se peut, les rapports de force à leur niveau actuel.

Bien entendu, le gouvernement, de plus en plus déçu paraît-il des comportements de la RFA (surtout de son refus poli de faire au plus vite l'union monétaire et de son insistance pour ne pas ralentir la réunification), cherche en même temps des alliances de rechange comme garanties pour l'avenir: à Moscou, à Londres, à Varsovie. Et les deux tendances se rejoignent pour ne pas réduire la puissance militaire française. Encore une fois il revient aux social-impérialistes du PCF de mettre les points sur les i: "Une Allemagne ainsi réunifiée sonnerait le glas de la détente et du désarmement. Pis, il serait de notre responsabilité de prendre toutes les dispositions utiles pour assurer la sécurité de la France" ("Le Monde", 7/3/90).

Non, la fin de l'après-guerre, la détente actuelle, n'est pas la fin des tensions et des affrontements, mais bien une avant-guerre, une période au cours de laquelle le libre jeu des antagonismes et des oppositions d'intérêts, la rupture des équilibres anciens et des alliances surannées, vont inexorablement constituer de nouveaux alignements selon les rapports de force qui se feront jour, jusqu'à ce que, sous la pression de l'aggravation des difficultés économiques, ils précipitent en véritables alliances de guerre pour un nouveau partage impérialiste.

Cet avenir sinistre promis par le capitalisme, seul le prolétariat pourrait l'empêcher s'il trouvait la force de renouer avec la lutte de classe pendant le temps que lui laisse le mûrissement encore retardé et amorti des morcelles contradictions du monde bourgeois.

Ce qui inquiète le plus les bourgeois, disait encore notre rapport "c'est l'accumulation de matières inflammables dans la vieille Europe - dont le coeur est l'Allemagne -, travaillée par les tendances centrifuges dans les deux blocs, divisée en deux par les deux grands, et qui redeviendra sensible plus que toute autre région à l'humeur de la plus formidable concentration de masses prolétariennes, que l'approfondissement de la crise ne peut pas ne pas finir par mettre en mouvement.

Voilà qui fait de l'Europe non seulement le facteur le plus explosif du point de vue des rapports entre les puissances, mais risque de faire d'elle également, de nouveau, le centre de gravité de la lutte sociale."

Et c'est alors que la période d'avant-guerre deviendrait également une période pré-révolutionnaire, posant devant le prolétariat mondial et son parti de classe l'alternative historique suprême: Guerre ou révolution.

## LECONS DU CAPITAL ALLEMAND (SUITES)

### LES VAINS ASSAUTS DU TERRORISME...

L'assassinat le 30 novembre du président de la Deutsche Bank, Alfred Herrhausen, a été l'occasion pour la presse de s'étendre sur les activités de cette puissante banque. Cela nous permet d'apporter d'utiles compléments à notre article du "Proletaire" n°393 sur la concentration du capital.

Le tableau ci-contre donne les participations de la Deutsche Bank dans différentes entreprises et banques en RFA comme à l'étranger.

Les journaux parlent de "véritable hégémonie" de cette banque sur l'économie allemande (elle contrôlerait par exemple le quart du commerce extérieur de la RFA) et le journal "Der Spiegel" a même écrit qu'elle agissait comme "un gouvernement parallèle". Herrhausen, appelé aussi "l'homme-clé du capitalisme allemand", ne se contentait pas d'un rôle de gestionnaire purement "passif" des avoirs de la banque. En effet, en plus de son action dans le remodelage de l'industrie ouest-allemande,

la Deutsche Bank jouait aussi un grand rôle dans la politique étrangère de la RFA, en particulier vis-à-vis de l'Est. Le porte-parole du conseil d'administration de la Deutsche, F.W. Christians, "a tissé des liens solides avec des officiels soviétiques du plus haut niveau, y compris Gorbatchev, que beaucoup d'hommes politiques et d'hommes d'affaires occidentaux pourraient envier" ("Financial Times", 7/7/86); mais c'était Herrhausen, très proche du chancelier Kohl, qui méritait le titre de "ministre des affaires étrangères de la banque". Selon lui la Deutsche pouvait aider la RDA à se transformer en économie libérale et arriver à la fusion avec la RFA dans un délai de 5 ans ("Les Echos", 1/12/89).

"L'union personnelle" des banques et de l'industrie est complétée par "l'union personnelle" des unes et des autres avec le gouvernement", disait Lénine dans son ouvrage sur l'impérialisme et il donnait du capitalisme financier une définition qui n'a rien perdu de sa valeur: "une oligarchie financière

qui enveloppe d'un réseau serré de rapports de dépendance toutes les institutions économiques et politiques sans exception de la société bourgeoise d'aujourd'hui".

Au moment où il a été abattu, Herrhausen était sur le point de remporter une bataille financière contre la banque française Indosuez, pour s'emparer d'une banque de commerce anglaise, la "Morgan Grenfell" pour un prix de presque 10 milliards de FF. Cet achat ferait de la Deutsche la première banque d'Europe continentale, devant ses rivales françaises.

Ceux qui ont abattu Herrhausen ne sont donc pas trompés de cible. Mais s'ils avaient l'intention d'ébranler le capitalisme allemand, ils se sont lourdement trompés. La force de la Deutsche ne tient pas à un homme mais à la puissance de l'accumulation du capital en RFA. Avec ou sans Herrhausen, la gigantesque concentration économique réalisée sous les auspices de la Deutsche et des autres banques va continuer sa marche en avant.

L'assassinat politique peut sans doute avoir son influence; mais il ne peut jamais renverser, ni entamer, la puissance du capital. Seul le prolétariat a cette possibilité parce que c'est sur son exploitation que repose cette puissance.

Ce n'est pas en tuant un par un quelques grands capitalistes - facilement remplaçables - qu'il est possible de briser le rapport social qu'est le capital, pas plus qu'en les expropriant ou en nationalisant leurs entreprises: pour cela il faut une révolution sociale. Préparer et contribuer à la réorga-

#### A NOS LECTEURS

A cause du déménagement de notre local, l'adresse pour la correspondance (17 rue René Leynaud) ne sera plus valable à partir du le Avril. La nouvelle adresse sera indiquée dans le prochain journal. Dans l'interval, la correspondance doit être adressée à: Ed. Programme, 12 rue du Pont 1003 Lausanne, SUISSE

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus  
Versements: timbres-poste, mandat ou chèque à l'ordre de: Dessus.  
Abonnement au "PROLETAIRE": 50FF/200FB / 30FS / 2000 Li  
Abonnement de soutien: 100FF / 400FB / 60FS / 4000 Li. "PROGRAMME COMMUNISTE" (revue théorique), le numéro: 25FF/10FS/140FB/5000Li/€3/10DM/A-mérique latine: US\$1 / USA & CDN US\$4 / 450 Pes. Abonnement: le prix de 4 No. Abonnement de soutien: 200FF/1000FB/80FS/40.000Li/80DM/€25/3500Pes/Amérique latine: US\$35/USA&CDN: US\$35. "IL COMUNISTA", le No: 2000Li/10FF/40FB/5FS Abonnement: 18000Li/60FF/240FB/35FS Abonnement de soutien: 30.000Li/125FF/500FB/70FS. IMPRIME PAR NOS SOINS

## LECONS DU CAPITAL ALLEMAND (Suite)

nisation classiste du prolétariat, aussi bien sur le terrain de la lutte quotidienne, immédiate, contre les empiètements du capital, que sur le terrain politique de la reconstitution du parti de classe, est la seule voie non illusoire qui conduit à cette révolution sociale.

Son "homme-clé" est mort, et pourtant non seulement le capital allemand n'est pas affaibli, mais il fait trembler tous ses rivaux inquiets de son renforcement inévitable. Voilà une leçon du capitalisme allemand qui confirme l'importance dérisoire des individus dans l'histoire et, a contrario, l'importance décisive des classes et de leurs affrontements.

## LES PRINCIPALES PARTICIPATIONS DE LA DEUTSCHE BANK (% contrôlé)

## ENTREPRISES ALLEMANDES

Daimler Benz (auto)	28,24
Klöckner & Co (négoce)	98
Klöckner Humboldt Deutz (sidérurgie)	41,48
Karstadt (distribution)	25,08
Horten (distribution)	25
Philip Holzmann (BTP)	35,43
Südzucker (agroalim.)	23,05
ALD Autoleasing	51
Roland Berger V (gestion)	75,07
Bergmann Elektrizität (électrique)	36,46
Linde (gaz industr.)	10
Heilberger Zement (ciment)	10
Münchener Ruck (réassurance)	10
Allianz (assurance)	10

## ENTREPRISES ETRANGERES

Orion Institutional Investments (Etats-Unis)	50,51
Sté Luxembourgeoise des Centrales Nucléaires (Lux.)	25
Langlois (France)	100
BAI Leasing (Italie)	100
BAI Factoring (Italie)	100
Namasco (Canada)	100

## ETABLISSEMENTS FINANCIERS ETRANGERS

Banca d'America e d'Italia (Italie)	98,25
Banco Commercial Transatlantico (Espagne)	39,05
H. Albert de Bary (Pays-Bas)	100
MDM (Portugal)	100
European American Bancorp (Etats-Unis)	23,15
Banque de Luxembourg (Lux.)	28,95

Des frissons viennent de nouveau de parcourir le dos de l'impérialisme à l'annonce du rapprochement de Daimler-Benz-Messerschmitt avec le groupe Mitsubishi. Il n'y a rien de scandaleux - pour les communistes - dans cette nouvelle idylle (d'ailleurs les deux géants se fréquentaient déjà depuis un certain temps, mais ne faisaient pas encore chambre commune). Le capitalisme tend à la concentration toujours plus forte du capital; sa tendance inéluctable, quel que soit son régime politique particulier et les formes de son développement, est au monopole, au cartel, à l'entente ou à la fusion des industries en fonction des intérêts de tel ou tel impérialisme.

Dans le remue-ménage des rapports de concurrence entre les différentes grandes puissances, ce rapprochement il est vrai n'est pas négligeable car il pourrait s'inscrire dans une ligne plus ascendante de réalisation des alliances. Ce qui effraie les impérialismes autres que nippon et germanique, c'est de voir se dérouler sous leurs yeux sans qu'ils puissent rien y changer, le scénario suivant.

Il y a un immense continent qui va de l'Europe à l'Asie et qui du point de vue capitaliste comprend à ses deux extrémités de formidables marchés: d'un côté l'Europe de l'Est qui commence à s'ouvrir aux capitaux, de l'autre l'Asie du Sud-Est, la Chine, les pays riverains du Pacifique qui sont pour une partie des centres d'accumulation développés et pour l'autre partie un formidable réservoir de main-d'oeuvre bon marché, de matières premières et de possibilités d'investissement.

Or à l'une de ces extrémités il y a l'Allemagne, aux portes de l'Europe centrale, et à l'autre le Japon dominant sa cour de nouveaux pays industriels (NPI). C'est de nouveau le spectre de cette tenaille germano-nippone qui donne des frissons aux alliés vainqueurs de la deuxième guerre impérialiste mondiale.

A l'origine il y a eu cette guerre terriblement destructrice de forces de production, puis ce cycle de reconstruction et d'expansion où l'Amérique du Nord dominait le reste du monde, et enfin - comme prévu d'ailleurs - la fin de la période de croissance générale, la crise internationale, l'affaiblissement des Etats-Unis, le renforcement des anciens vaincus, la déstabilisation de l'Europe de l'Est et de l'URSS,

## ...ET LES SUCCES DE LA CONCENTRATION CAPITALISTE

incapables de résister aux pressions sociales et politiques nées du choc de la crise sur leurs économies. Tant que les rapports de domination étaient bien établis, que les zones d'influence étaient parfaitement respectées, pouvait se dérouler une période de stabilité, même quand les orages de la guerre froide ou les éclairs des conflits locaux venaient troubler un ciel harmonieux. Mais que changent les rapports de force et tout l'équilibre s'en trouve modifié, l'édifice se lézarde et les vieux spectres ressurgissent du néant où les démocrates croyaient (ou faisaient croire) les avoir ensevelis.

Le rapprochement DM-Mitsubishi est plus qu'un simple accord entre deux entreprises pour ne pas trop se nuire l'une l'autre. Il apparaît comme une volonté du capital allemand de ne pas s'enfermer dans la petite Europe des 12. Cette volonté, qui n'est en fait que la traduction politique des poussées et des nécessités économiques du capital conduit la RFA à accélérer sa ruée vers l'Est et à placer des bâtons dans les roues de ses adversaires en s'alliant à leur pire ennemi. Lorsque les japonais s'implantent largement en Angleterre dans l'industrie automobile, cela ne fait pas plaisir aux constructeurs européens et ils cherchent à y mettre des obstacles (les anglais y voient la condition pour ne pas perdre un secteur industriel fondamental). Mais que l'Allemagne ose ! Quelle trahison !

Passe encore s'il s'agissait d'un accord sur la fabrication d'appareils électro-ménagers; mais il s'agit de secteurs qui touchent directement la partie militaro-industrielle des deux pays. Théoriquement le rapprochement Daimler-Benz-Messerschmitt et Mitsubishi ne concerne "que" le secteur de l'automobile, de l'aéronautique, de la construction navale et de l'électromécanique et pas les "activités militaires". Aucun concurrent de la RFA et du Japon n'est dupe. Le renforcement des capitalismes nippon et allemand s'étend à tous les secteurs; il n'est pas possible d'être une puissance militaire sans une solide industrie de véhicules, de l'aéronautique, de construction navale, de transformation des matières premières et d'électromécanique, de mécanique de précision. C'est tout ce qu'ont allemands et japonais et que n'ont pas, ou ont beaucoup moins leurs concurrents ! Le spectre

du danger militaro-industriel est d'autant plus fort chez les concurrents que les deux groupes doivent historiquement leur puissance aux commandes d'armement qui garnirent leurs carnets avant la dernière guerre mondiale.

Le rapprochement prévoit donc que "le groupe allemand pourrait consolider Mitsubishi qui n'est qu'un petit constructeur automobile et lui offrirait une porte d'entrée sur le marché européen (trafrique ! s'exclament les autres européens). Dans l'aéronautique, Daimler, avec sa filiale MBB pourrait aider le géant nippon à décoller (trafrique ! bis). En échange, Mitsubishi apporterait au groupe allemand son savoir-faire dans l'électronique et faciliterait son expansion en Asie" (Ah, les salauds ! éructe l'oncle Sam).

Dans le communiqué commun des deux groupes on peut lire que leurs capacités "se complètent, soit au niveau des produits, soit au niveau de leur implantation géographique, et qu'une collaboration intensive pourrait contribuer au renforcement de la situation concurrentielle".

A cela il faut ajouter que derrière les activités industrielles des deux groupes se profilent deux autres colosses du capital, la Deutsche Bank et le groupe financier Mitsubishi.

La bourgeoisie occidentale non-allemande ne lance pas ses diatribes contre les deux pays perturbateurs uniquement pour soulager leur colère. Les discours, officiels et officieux, de la bourgeoisie s'adressent aux prolétaires, à leurs prolétaires nationaux, pour qu'ils se solidarisent avec le capital national contre l'ennemi ou le "traître" qui menace l'Europe. Les prolétaires doivent se défendre contre cette tentative pour les soumettre encore davantage à la machine infernale du capitalisme.

Ils doivent dénoncer l'hypocrisie de ceux qui ne regrettent que d'avoir laissé échapper une opportunité saisie par la concurrence. La classe ouvrière n'a rien à gagner aux campagnes anti-allemandes ou anti-japonaises que reprend si facilement l'opportunisme. Elle ne peut y trouver que la division, la haine de ses frères de classe et ensuite l'incapacité à se défendre contre sa propre bourgeoisie. C'est dans l'internationalisme qu'elle trouvera la force de contrer les idéologues bourgeois, à commencer par les nationaux-communistes, champions toutes catégories de chauvinisme, et seulement dans l'internationalisme.

## MARXISME ET RELIGION

Dans le dernier no. du journal nous avons publié un article sur la "Réactionnaire mobilisation pour la laïcité". Nous dénonçons l'usage sournois de la campagne bien-pensante contre le foulard islamique, qui visait, sous couvert de la démocratie laïque, à montrer du doigt les populations arabes comme fauteurs de troubles et donc à flatter le racisme plus ou moins franc des autochtones.

Nous expliquions aussi que la lutte pour la laïcité avait un caractère réactionnaire, parce qu'elle essayait de tirer le prolétariat sur une cause historique dépassée depuis que la religion n'était plus liée à l'ancienne société de l'aristocratie et du féodalisme, mais était devenue une idéologie au service de la subordination du prolétariat au capital, au même titre que l'idéologie socialo-laïque. La bataille religion-laïcité ne concerne pas les prolétaires; ils doivent par contre dénoncer les deux sortes d'idéologie et non choisir l'une ou l'autre.

Dans la suite de cette démonstration, et pour marquer la continuité du marxisme sur cette question de la religion, nous publions quelques extraits de textes d'Engels et de Lénine. Ces textes donnent clairement la position du prolétariat dans ses rapports avec la lutte anticléricale de la bourgeoisie et petite-bourgeoisie.

Pour le marxisme, la religion est "l'opium du peuple"; mais quelle est l'attitude pratique du marxisme vis-à-vis de cet opium et surtout vis-à-vis de ceux qui en sont intoxiqués? Nous donnons ci-dessous deux longues citations qui démontrent que la position du marxisme n'a rien à voir avec l'anticléricalisme bourgeois, rationaliste et démocratique.

La première citation est un extrait de "L'Anti-Dühring" où Engels ridiculise la prétention du professeur "socialiste" - précurseur de nos modernes trotskystes - à lutter contre la religion par des réglemens et des lois:

On interdit la religion. Or, toute reli-

gion n'est que le reflet fantastique, dans le cerveau des hommes, des puissances extérieures qui dominent leur existence quotidienne, reflet dans lequel les puissances terrestres prennent la forme de puissances supra-terrestres. (...) Or nous avons vu à maintes reprises que, dans la société bourgeoise actuelle, les hommes sont dominés par les rapports économiques créés par eux-mêmes, par les moyens de production produits par eux-mêmes, comme par une puissance étrangère. La base effective de l'action réflexe religieuse subsiste donc et avec elle, le reflet religieux lui-même. Et même si l'économie bourgeoise permet de glisser un regard dans l'enchaînement causal de cette domination étrangère, cela ne change rien à l'affaire. L'économie bourgeoise ne peut ni empêcher les crises en général, ni protéger le capitaliste individuel des pertes, des dettes sans provision et de la faillite, ou l'ouvrier individuel du chômage et de la misère. Le proverbe est toujours vrai: l'homme propose et Dieu dispose (Dieu, c'est-à-dire la domination étrangère du mode de production capitaliste). La simple connaissance, quand même elle irait plus loin et plus profond que celle de l'économie bourgeoise, ne suffit pas pour soumettre des puissances sociales à la domination de la société. Il y faut avant tout un acte social. Et lorsque cet acte sera accompli, lorsque la société, par la prise de possession et le maniement planifié de l'ensemble des moyens de production, se sera délivrée et aura délivré tous ses membres de la servitude où les tiennent présentement ces moyens de production produits par eux-mêmes, mais se dressant en face d'eux comme une puissance étrangère accablante; lorsque donc l'homme cessera simplement de proposer, mais aussi disposera, - c'est alors seulement que disparaîtra la dernière puissance étrangère qui se reflète encore dans la religion, et que par là disparaîtra le reflet religieux lui-même, pour la bonne raison qu'il n'y aura plus rien à refléter.

Au contraire, M. Dühring (...) est plus Bismarckien que Bismarck: il décrète des lois de mai aggravées, non seulement contre

le catholicisme, mais contre toute religion en général; il lance ses gendarmes de l'avenir à la poursuite de la religion et ainsi il l'aide à accéder au martyre et prolonge sa vie. Où que nous regardions, c'est du socialisme spécifiquement prussien !

("Anti-Dühring", Editions Sociales, p.354)

La deuxième citation est un extrait d'un article de Lénine de mai 1909, "De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion". Dans cet article, comme son titre l'indique, Lénine définit de façon lumineuse, en s'appuyant sur Marx et Engels, la position pratique du parti, qui doit éviter deux écueils: la conception anarchiste qui place au premier plan la guerre contre la religion et qui finit toujours à la remorque de l'anticléricalisme bourgeois, et l'accommodement opportuniste avec la religion.

En 1874, parlant du fameux manifeste des réfugiés de la Commune, des blanquistes émigrés à Londres, Engels traite de sottise leur tapageuse déclaration de guerre à la religion; il affirme qu'une telle déclaration de guerre est le meilleur moyen d'aviver l'intérêt pour la religion et de rendre plus difficile son dépérissement effectif. Engels impute aux blanquistes de ne pas comprendre que seule la lutte de classe des masses ouvrières, amenant les plus larges couches du prolétariat à pratiquer à fond l'action sociale, consciente et révolutionnaire, peut libérer en fait les masses opprimées du joug de la religion, et que proclamer la guerre à la religion, tâche politique du parti ouvrier, n'est qu'une phrase anarchiste. En 1877, dans L'ANTI-DÜHRING, s'attaquant violemment aux moindres concessions de Dühring-philosophe à l'idéalisme et à la religion, Engels condamne avec non moins de force l'idée pseudo-révolutionnaire de Dühring relative à l'interdiction de la religion dans la société socialiste. Déclarer une telle guerre à la religion, c'est, dit Engels, "être plus Bismarck que Bismarck lui-même", c'est-à-dire reprendre la sottise de la lutte bismarckienne contre les cléricaux (la fameuse "lutte pour la culture", le Kulturkampf, c'est-à-dire la lutte que Bismarck mena après 1870 contre le Parti

catholique allemand du Zentrum, au moyen de persécutions policières dirigées contre le catholicisme). Par cette lutte, Bismarck n'a fait que raffermir le cléricisme militant des catholiques; il n'a fait que nuire à la cause de la véritable culture en mettant au premier plan les divisions religieuses, au lieu des divisions politiques, il a fait dévier l'attention de certaines couches de la classe ouvrière et de la démocratie (Lénine entend ici par ce terme les couches ou classes opprimées susceptibles d'une lutte révolutionnaire contre les forts vestiges féodaux - et pas seulement catholiques), des tâches essentielles que comporte la lutte des classes et révolutionnaire, vers l'anticléricalisme le plus superficiel et le plus bourgeoisement mensonger. En accusant Dühring, qui désirait se montrer ultra-révolutionnaire, de vouloir reprendre sous une autre forme cette même bêtise de Bismarck, Engels exigeait que le parti ouvrier travaillât patiemment à l'oeuvre d'organisation et d'éducation du prolétariat, qui aboutit au dépérissement de la religion, au lieu de se jeter dans les aventures d'une guerre politique contre la religion.

(...) Pourquoi la religion se maintient-elle dans les couches arriérées du prolétariat des villes, dans les vastes couches du semi-prolétariat, ainsi que dans la masse des paysans ? Par suite de l'ignorance du peuple, répond le progressiste bourgeois, le radical ou le matérialiste bourgeois. Et donc à bas la religion, vive l'athéisme, la diffusion des idées athées est notre tâche principale. Les marxistes disent: c'est faux.

Ce point de vue traduit l'idée superficielle, étroitement bourgeoise, d'une action de la culture par elle-même. Un tel point de vue n'explique pas assez complètement, n'explique pas dans un sens matérialiste, mais dans un sens idéaliste, les racines de la religion.

Dans les pays capitalistes actuels, ces racines sont surtout sociales.

La situation sociale défavorisée des masses travailleuses, leur apparente impuissance totale devant les forces aveugles du capitalisme, qui causent, chaque jour et à toute heure, mille fois plus de

# LA REVOLUTION FRANCAISE ET LES DEBUTS DU MOUVEMENT OUVRIER (5)

La révolution française fut la montée de la démocratie en Europe. La démocratie est - et je considère que c'est le cas pour toutes les autres formes de gouvernement - une contradiction en soi, une contre-vérité, rien d'autre au fond que de l'hypocrisie (une théologie, comme nous autres allemands appelons ce genre de choses). La liberté politique est une liberté apparente, la pire sorte d'esclavage, l'apparence de la liberté et, par conséquent, la réalité de l'esclavage. Ainsi en est-il de l'égalité politique, c'est pourquoi la démocratie de même que toute autre forme de gouvernement doit finalement se désagréger: l'hypocrisie ne peut subsister, la contradiction qu'elle dissimule doit ressortir; nous devons avoir soit un véritable esclavage - c'est-à-dire un despotisme non déguisé - soit une liberté réelle et une égalité réelle c'est-à-dire le communisme. Ces deux conséquences sont ressorties dans la Révolution française; Napoléon établit l'une et Babeuf la seconde.

Engels, "Progrès de la réforme sociale sur le continent" (The New Moral World, 4/11/1843)

## LE PREMIER PARTI COMMUNISTE AGISSANT

La conjuration des Egaux regroupe des éléments venus des différents mouvements radicaux qui se sont heurtés aux Autorités ( Hébertistes, "Républicains révolutionnaires", dirigeants des émeutes de Prairial), des habitués des prisons ou de l'il-légalité. Ils sont convaincus de la nécessité d'une organisation pour préparer une insurrection et éviter la réédition de ces journées stériles où les masses insurgées sont vaincues, non par la force, mais à cause de l'absence d'une direction qui sache orienter la révolte vers les objectifs nécessaires au succès. Les Babouvistes s'organisèrent donc en "directoire secret de salut public" dans le but d'organiser l'insurrection.

Ce "directoire insurrecteur" reprenait les traditions organisationnelles des conspirations et des sociétés secrètes; mais il en différait fondamentalement par le rôle qu'il accordait à l'insurrection des masses. Babeuf repousse explicitement l'idée d'un coup de main pour renverser le pouvoir: "C'est une bien grande idée que ton embrassement de proche en proche, que ta résurrection subite d'une bonne partie du genre humain à la vie de l'égalité, mais il ne faut vouloir que ce qui est praticable. (...) Eh bien, j'admets que tu procédés inopinément à cette vaste exécution qui doit faire place nette pour la construction du nouvel édifice social; tu as des adhérents nombreux et sûrs. En une seule nuit et à la même heure ils s'empressent de réaliser ton incinération universelle. Mais quelle terrible impression ne fera pas sur les esprits qui n'y sont pas préparés cet acte d'une énergie inouïe jusqu'alors! (...) La foule inéclairée, agitée, bouleversée, la foule égarée et trop émue pour se livrer à la réflexion, la foule consternée, terrifiée parce qu'aucun enseignement, aucun avertissement ne l'aurait édifiée (...), la foule incapable de saisir à l'instant même les heureuses et prochaines conséquences de ce soudain et rapide déblaiement servirait certainement à souhait les ennemis de l'égalité. (...) Si j'avais en ma possession la baguette d'une fée (...) je ferais la poussière du passé, de l'autre je ferais surgir de terre tout ce que réclame et comporte l'établissement d'une société d'égaux. Malheureusement nous n'avons pas cette baguette merveilleuse, et la minorité des égoïstes oppresseurs mène encore une majorité qui s'abuse et se croirait perdue si elle cessait d'être servile"(1).

Les conspirateurs mettaient donc l'accent sur la nécessité de diffuser le plus largement leurs idées, de faire de la propagande et de l'agitation, de prendre constamment la température de la situation parmi les masses populaires. La "Première instruction du directoire secret" à ses agents d'arrondissement leur fixe en particulier comme objectif: "Organiser dans votre arrondissement une ou plusieurs réunions de patriotes; y alimenter, y diriger l'esprit public par des lectures de journaux populaires, et par des discussions sur les droits du peuple et sur sa situation présente. Tenir des notes du thermomètre journalier de l'opinion; et elle explique qu'ils peuvent être amenés à freiner aussi bien qu'à exciter les énergies: "il faut considérer que si l'opinion du peuple est faite, celle du soldat ne l'est pas; (...) Il faut le temps pour désabuser nos frères armés. Ce sera donc faire usage de sagesse que de n'échauffer les têtes que dans la juste progression du thermomètre dont le point variant sera toujours indiqué par le directoire secret"(2).

La propagande est diversifiée; en plus du "Tribun du peuple" que Babeuf, dans la clandestinité, continue à faire paraître, d'autres journaux sont publiés: "L'Eclair du peuple ou le défenseur de 24 millions d'opprimés", "Le journal des hommes libres", ainsi que des brochures; des affiches sont collées, des adresses distribuées. Une propagande spéciale est orientée en direction des soldats, un recensement des ateliers est demandé pour organiser l'agitation auprès des ouvriers, etc. Pour le jour de l'insurrection sont prévus la diffusion de manifestes, la confection de pancartes avec les slogans décidés par le directoire; un plan de combat est arrêté. Avec les hommes fournis par les agents: "Tuer les 5, les 7 ministres, le général de l'intérieur et son état-major, le commandant temporaire et son état-major, (...) s'emparer du télégraphe, se rendre maître de la rivière. Il est essentiel que l'on ait Meudon et l'artillerie qui s'y trouve, la

poudrerie de Grenelle, les 18 pièces qui sont dans le jardin des Feuillants (...) l' Arsenal (...). La trésorerie nationale: s'assurer de la personne des administrateurs et des employés (...). L'autorité insurrectionnelle devra prononcer au nom du peuple, ou plutôt le peuple lui-même prononcera la dissolution de toute espèce quelconque d'autorité soit civile soit militaire (...). Le peuple sera à l'instant, et pendant l'insurrection même, mis en possession de logements sains et commodes. Assez longtemps, on lui a fait de fallacieuses promesses..."(3). Après l'insurrection une autorité dictatoriale pourvue "d'une parfaite unité de pensée et d'action" composée de personnes choisies par le Directoire devait diriger la période de transition pendant laquelle se mettrait en place le nouveau régime; il faut "à la naissance d'une révolution politique, même par respect pour la souveraineté réelle du peuple, s'occuper moins de recueillir les suffrages de la nation que de faire tomber, le moins arbitrairement que possible, l'autorité suprême en des mains sagement et fortement révolutionnaires"(4). Le respect superstitieux du principe démocratique et électoral peut compromettre le succès de l'insurrection, qui se joue sur le terrain de la force. C'est ce dont ne se souvenaient malheureusement pas les dirigeants de la Commune de Paris en 1871: aussitôt après la prise du pouvoir ils perdirent un temps précieux à organiser des élections pour se donner une légitimité, permettant ainsi à la bourgeoisie de reprendre ses esprits et de regrouper ses forces en vue de l'écrasement de l'insurrection.

Des projets de décrets avaient été élaborés pour organiser le logement gratuit des pauvres, la justice populaire, l'armement général des citoyens (décret de police) et un "décret économique" supprimant l'héritage, l'argent, les salaires, la propriété privée utilisée pour le service public ou obtenue aux dépens du public, les dettes, etc.

Cet exposé partiel des méthodes et des buts de la Conjuraction des Egaux fait comprendre pourquoi Marx l'a appelé "premier parti communiste agissant de l'histoire" en dépit de toutes ses limitations.

L'importance qu'elle accordait à l'organisation préparatoire de l'insurrection, tout en la liant à l'action des masses, est un point fondamental dans toute révolution, que les bolchéviks remirent à l'honneur après son long "oubli" par la social-démocratie réformiste et pacifiste. Trotsky explique ainsi quelle doit être l'action du parti communiste moderne:

**"Un élément de conspiration, dans telle ou telle mesure, entre presque toujours dans l'insurrection. Etape historiquement conditionnée de la révolution, l'insurrection des masses n'est jamais purement élémentaire. Même ayant éclaté à l'improviste pour la majorité de ses participants, elle est fécondée par les idées dans lesquelles les insurgés voient une issue aux peines de l'existence. Mais une insurrection des masses peut être prévue et préparée. Elle peut être organisée à l'avance. Dans ce cas le complot est subordonné à l'insurrection, il la sert, facilite sa marche, accélère sa victoire. (...) Dans la combinaison de l'insurrection des masses avec la conspiration, dans la subordination du complot à l'insurrection, dans l'organisation de l'insurrection à travers la conspiration, réside le domaine compliqué et lourd de responsabilités de la politique révolutionnaire que Marx et Engels appelaient "l'art de l'insurrection". (...) Pour la conquête du pouvoir, le prolétariat n'a pas assez d'une insurrection des forces élémentaires. Il lui faut une organisation correspondante, il lui faut un plan, il lui faut la conspiration"(5).**

## LES LIMITES DE LA CONJURATION ET LES FAIBLESSES ULTERIEURES DU MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE FRANCAIS

L'immaturation générale des conditions sociales, des différenciations de classes a des conséquences inévitables tant sur la doctrine des Egaux - ce "communisme grossier" dont parle Marx - que sur leur action. Ne pouvant constater des délimitations franches entre les classes populaires, c'est évidemment au nom du "peuple" qu'ils prétendent lutter, contre un petit nombre de riches possédants. D'autre part la détérioration croissante de la situation des couches populaires sous le régime thermidorien rend le souvenir de Robespierre populaire parmi les masses. Déjà les émeutes de Prairial

s'étaient faites sous le mot d'ordre "Du pain et la constitution de 1793". Les conjurés en viennent donc, non sans oppositions parmi eux, à revendiquer cette constitution et à se réclamer du "Robespierreisme". Des tentatives sont faites pour établir un lien avec les quelques députés "Montagnards" qui subsistent et qui aspirent eux aussi à renverser les Thermidoriens.

Ces tentatives d'alliance ont valu à Babeuf d'être qualifié d'opportuniste (Guérin, Kropotkine); d'un autre côté elles ont toujours été invoquées par les réformistes comme une justification des alliances de classes. Les stalinien voulurent y voir une caution au Front Populaire de 1936!

Il est bien sûr inadmissible de comparer une alliance avec des représentants de la bourgeoisie révolutionnaire, au moment de la révolution bourgeoise, et une alliance avec la bourgeoisie contre-révolutionnaire en pleine période impérialiste.

L'anarchiste Kropotkine reproche en fait essentiellement à Babeuf ses méthodes (société secrète) probablement parce qu'il y voit l'embryon des partis honnis (6).

On ne peut en fait reprocher une alliance temporaire, à l'époque, avec des révolutionnaires bourgeois. Les babouvistes savaient d'ailleurs que ceux-ci essaieraient de prendre la tête de l'insurrection pour la détourner à leur profit et, de leur côté, entendaient bien manoeuvrer de façon inverse. C'était la réalité de la situation qui poussait à une alliance de ce type. L'erreur serait de croire qu'une telle alliance pouvait déboucher sur une société communiste: les babouvistes n'y voyaient que le moyen d'arriver à un régime de transition à la société idéale. Mais le plus grave est qu'elle les conduisit à effacer sur le plan "programmatique" la tranchée qui les séparait de Robespierre et des révolutionnaires bourgeois les plus radicaux. Dans leur propagande ils se réclamaient de la constitution de 93 (jamais entrée en application) et ils se présentaient comme des continuateurs dans la direction empruntée par Robespierre; la coupure qui était apparue entre le "gouvernement révolutionnaire" et le mouvement des masses populaires s'évanouissait.

Il serait tout à fait insuffisant de l'expliquer par des causes personnelles. Les liens qui s'étaient forgés entre révolutionnaires sans-culottes et révolutionnaires bourgeois pendant ces années de lutte avaient créé des habitudes et des réflexes qui survivaient au changement objectif de situation (désir de la bourgeoisie de clore la révolution). "Réveiller Robespierre, écrit Babeuf, c'est réveiller tous les patriotes énergiques de la République, et avec eux le peuple, qui autrefois n'écoutait et ne suivait qu'eux. (...) L'hébertisme, par exemple, n'est qu'à Paris et dans une petite portion d'hommes, et encore ne se soutient-il qu'avec des lisières. Le robespierrisme est dans toute la République, dans toute la classe judiciaire et clairvoyante, et naturellement dans tout le peuple. La raison en est simple, c'est que le robespierrisme est la démocratie, et ces deux mots sont parfaitement identiques: donc en relevant le robespierrisme, vous êtes sûrs de relever la démocratie"(7).

Le présentateur des textes de Babeuf, membre du PCF et conseiller politique de Georges Marchais, insère une note satisfaisante sous cet extrait: "Cette formule servira de mot d'ordre de ralliement autour des valeurs du robespierrisme à toute la gauche révolutionnaire et progressiste des 19e et 20e siècles."

C'est bien là le problème. Le mouvement ouvrier et révolutionnaire français restera englué dans "les grands souvenirs" du moment où ses prédecesseurs dans l'unité populaire et nationale avaient renversé une monarchie pluri-séculaire et mis en déroute les armées coalisées de la réaction européenne. Sur ce point crucial les babouvistes avaient cédé; les différenciations de classes au sein du "peuple", à peine en formation, étaient trop faibles pour apparaître au grand jour et se traduire sur le plan politique en opposition à la suggestion puissante de l'unité du peuple (ou des patriotes). C'était là la limite historique d'un mouvement social dans les toutes premières phases de développement du capitalisme.

## FIN DE LA REVOLUTION ET NAISSANCE DU MARXISME

Le babouisme ne pourra léguer aucune antidote au mouvement ouvrier ultérieur contre l'union populaire entre les classes. Par ailleurs la restauration renforcera aussi l'idée que la révolution est à refaire. Lors de la révolution de 1830 les néo-babouvistes montrèrent la dégénérescence républicaine de leur courant. Selon Marx, c'est à partir de 1830 qu'il est possible de dire que la révolution entamée en 1789 est finie. Sous la monarchie de Louis Philippe, le régime bourgeois est enfin définitivement établi.

Dès cet instant toute perspective de vouloir refaire ou continuer cette révolution devient toujours plus réactionnaire.

Dans son article déjà cité en introduction, Engels écrit: "Nous avons vu que le communisme de Babeuf a surgi par rapport à la démocratie de la première révolution. La seconde révolution - celle de 1830 - a produit un nouveau communisme, plus puissant encore. Ce fut la "Grande semaine" de 1830, et la suite de l'alliance de la bourgeoisie et de la classe ouvrière, des libéraux et des républicains. Une fois le travail accompli, la classe ouvrière fut renvoyée dans ses foyers, et les fruits de la révolution furent accaparés par la seule bourgeoisie.

(...) Pendant cette période (1834-1835), les ouvriers qui avaient été républicains s'assimilèrent une leçon nouvelle: ils reconnurent que, même si leurs plans démocratiques réussissaient, ils continueraient d'être dupés par des chefs plus doués et plus subtils encore, et que leur situation sociale - cause de leur mécontentement politique - ne serait aucunement améliorée par un quelconque changement politique. (...) On s'est rendu compte que la démocratie ne pouvait réaliser une égalité véritable; c'est pourquoi on lui a adjoint le système des communautés"(8). Engels, qui fait ici allusion aux diverses sectes communistes utopiques, veut dire que la révolution communiste est une révolution sociale et non une révolution qui se contente de modifier la superstructure politique de la société.

Mais en fait le mouvement ouvrier révolutionnaire français, si riche d'expériences pratiques de luttes révolutionnaires, restait prisonnier de ce trop riche passé qu'il s'efforçait de faire revivre à chaque occasion. C'est en s'émancipant de l'influence du mouvement français, que les ouvriers immigrés allemands se mirent en condition de contribuer à la naissance du communisme moderne. Sous leur influence, surtout celle de l'ouvrier Weitling, Marx devint socialiste. Dans leur organisation, après une lutte contre les scories du passé, Marx et Engels rédigèrent dans l'effervescence de la période pré-révolutionnaire de 1848, le "Manifeste du Parti Communiste". Le marxisme est né sur la base des leçons du mouvement socialiste et des luttes des classes des différents pays, passées au crible du "communisme critique" de Marx, à un moment où les conditions objectives permettaient et rendaient nécessaire son apparition.

**"Une nouvelle doctrine ne peut apparaître à un moment quelconque de l'histoire. Il y a certaines époques de l'histoire, bien caractéristiques - et même rarissimes - où elle peut apparaître, comme un faisceau de lumière éblouissante, et si l'on n'a pas reconnu ce moment crucial et fixé la terrible lumière, il est vain de recourir ensuite aux bouts de chandelle avec lesquels le pédant universitaire ou le combattant de peu de foi tentent d'éclairer leur chemin.**

**Pour la classe prolétarienne moderne, qui s'est formée dans les premiers pays à grand développement industriel capitaliste, les ténèbres ont été déchirées peu avant la moitié du siècle dernier. La doctrine intégrale à laquelle nous croyons, à laquelle nous devons et voulons croire, a trouvé à ce moment là toutes les conditions pour se former et pour décrire un cours historique qui devra la vérifier et la confirmer après des luttes démesurées"** (L'Invariance historique du marxisme", Programme Communiste n°53-54).

De la Conspiration pour l'Egalité à la Ligue des Communistes, il ne s'est guère écoulé que cinquante ans, mais ces quelques décennies sont séparées par la naissance décisive du programme communiste du prolétariat. A l'occasion du bicentenaire de 1789 la bourgeoisie a voulu fêter l'avènement de son règne qu'elle voudrait faire croire éternel. "La révolution est finie" répète-t-elle, en prétendant que l'ère des révolutions appartient à un passé révolu. Mais ce n'est que l'ère des révolutions bourgeoises qui est finie, et à l'échelle du monde. L'avenir appartient à la révolution communiste, qui exécutera contre le monde bourgeois la sentence de mort rendue il y a bien longtemps et à bien des reprises.

"Ce n'est plus par surprise que nous voulons vaincre; c'est d'une manière plus digne du peuple; c'est à force ouverte. (...) Ainsi nous irons tous ensemble, le jour du peuple, à une victoire sûre, à la suite et sous l'unique direction des hommes du peuple, lorsqu'ils nous marqueront ce jour heureux. Gracchus Babeuf, tribun du peuple".

"Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social passé.

Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste! Les prolétaires n'y ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à gagner. PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!" (Le Manifeste)

# CE N'EST PAS ENCORE LE COEUR PROLETARIEN QUI BAT A BERLIN EST

( suite de la page 1 )

et surtout avec la seconde, la démocratie s'est fascisée: elle maintient la forme superficielle de la "libre" participation des citoyens au développement économique et au gouvernement de la chose publique, mais elle renforce la tendance fondamentale à la concentration, à la centralisation, justement au totalitarisme, en économie comme en politique.

Il est absurde de croire que les changements dans la société surviennent par la "volonté" des individus, ou que les changements peuvent être assurés seulement par le génie d'un tel et par le vote de tous. L'idéalisme bourgeois alimente constamment cette manière de voir les choses, et il ne le fait pas dans un dessein diabolique, mais par son incapacité congénitale à évaluer l'histoire, à comprendre et à distinguer les changements fondamentaux de rapports sociaux, des changements superficiels de la société. Et c'est cette incapacité naturelle à lire l'histoire, que les bourgeois, et leurs publicistes en particulier, manifestent face à chaque sursaut social, comme dans le cas récent de la démocratisation des pays de l'Europe de l'Est.

En fait, les intellectuels bourgeois qui applaudissent et jouissent face aux manifestations de joie des berlinois devant la chute du Mur, ne savent pas voir quelle chose a poussé en réalité les masses est-allemandes à manifester par centaines de milliers à Leipzig, à Dresde, à Berlin, et les a poussés par dizaines de milliers à un exode massif. Ils ne voient pas non plus quelle chose a accéléré le processus de décomposition des forces au pouvoir à Berlin Est depuis quarante ans. Ils n'ont qu'une seule réponse: la soif de liberté et de démocratie. Ils sont même tombés dans le lyrisme lorsqu'ils ont synthétisé le sens de l'exode vers l'Allemagne fédérale en affirmant que ces réfugiés ont **voté avec leurs pieds**. Bien que ce soit une façon plus digne de voter qu'avec le bulletin de vote, cela a mis en évidence ce que le vote ne change pas: la loi de la demande et de l'offre, de la demande de travail salarié de la part d'un pays capitaliste très avancé et de l'offre de forces de travail cherchant à se placer de manière plus avantageuse. C'est la même loi qui prévaut des deux côtés de la porte de Brandebourg.

C'est une loi à laquelle aussi la soi-disante **intelligentsia obéit** complètement comme le démontrent ses mille volte-faces à chaque bruissement de feuille. Paradoxalement, ce n'est pas l'illusion de "conquérir une véritable

## LA REVOLUTION FRANCAISE (Suite)

Le prolétariat moderne saura mener à bien la tâche entrevue par ses glorieux ancêtres et qu'ils essayèrent, dans une tentative héroïque, de réaliser en plein cœur de la révolution bourgeoise: réussir la révolution sociale qui mettra fin définitivement à l'histoire des sociétés de classes.

(1) Lettre à Ch. Germain (28/7/95) in "Babeuf", Ed. Sociales, p.261-262.

(2) cf Buonarroti, "La Conspiration pour l'Égalité", Ed. Sociales, Tome 2, p.89 et 92.

(3) cf R. Legrand, "Babeuf et ses compagnons de route", Société des Études Robespierriennes, 1981, p.249.

(4) cf Buonarroti, op. cit., tome 1, p.111.

(5) cf Trotsky, "Histoire de la révolution russe", Ed. du Seuil, tome 2, p.542-545.

(6) Kropotkine écrit: "Alors que beaucoup d'esprits comprenaient à cette époque qu'un mouvement vers le communisme serait le seul moyen d'assurer les conquêtes de la démocratie, Babeuf cherchait (...) à glisser le communisme dans la démocratie (donc voulait se servir de la démocratie pour aller vers le communisme, au lieu de l'inverse-NdR). En général, sa conception du communisme était si étroite, si factice, qu'il croyait y arriver par l'action de quelques individus qui s'empareraient du gouvernement à l'aide d'une société secrète." Cf P.A. Kropotkine, "La Grande Révolution", Ed. du Monde Libéraire, p.348.

(7) cf "Babeuf", op. cit., lettre à Bodson, p.287.

(8) "Progrès de la réforme sociale sur le continent" in "K. Marx, F. Engels. Le mouvement ouvrier français", tome 1, p.45.

démocratie" qui accompagne les masses en marche vers Hambourg, Stuttgart, Francfort, mais la peur de "rater l'occasion" d'être exclu d'une "affaire". Ils sont donc mus par les mêmes lois économiques et sociales que tous les individus (et leur "conscience") dans notre société.

Les événements en Allemagne de l'Est présentent certainement une portée plus grande que ceux des autres pays est-européens, surtout du point de vue des relations entre les puissances impérialistes qui se sont partagées le monde après l'avoir en partie détruit lors de la seconde guerre mondiale.

Les deux Allemagnes constituent historiquement une très haute concentration de capital, à laquelle correspond aussi une très grande concentration de prolétaires. Un prolétariat avec des traditions classistes et révolutionnaires, dont le seul rappel fait trembler les bourgeois les plus rassés de Bonn, de Stuttgart, de Berlin de Leipzig, mais aussi de Paris, de Londres, de Washington ou de Moscou. Un prolétariat qui a été capable de défier 8 années de suite, entre 1915 et 1923, la classe dominante prussienne, perdant et après la guerre impérialiste et que seule l'action de l'opportunisme Kautskyste puis stalinien a pu désarmer devant la contre-révolution bourgeoise. Ce prolétariat a encore été en mesure de se soulever une fois, malheureusement sans guide politique révolutionnaire conséquent, avec un potentiel réduit mais suffisant pour attirer sur soi la répression des chars de l'armée russe en juin 1953. Ce prolétariat avait dû encore subir dans ses propres villes ouvrières, et surtout à Dresde, les bombardements anglo-américains, les plus dévastateurs de la seconde guerre mondiale en Europe.

La division en deux de la vieille Allemagne ne satisfaisait pas seulement la faim de colonies de l'impérialisme russe et de l'impérialisme américain; il ne s'agissait pas seulement de mettre à genoux une bourgeoisie nationale vaincue pour pouvoir tirer les meilleurs profits de la reconstruction d'après-guerre; il ne s'agissait pas seulement aussi de la part des impérialismes vainqueurs de s'assurer que la nouvelle bourgeoisie allemande d'après-guerre naîtrait et croîtrait sous leur domination, bien présente avec l'occupation militaire.

Il s'agissait aussi d'une défense préventive, comme **classe bourgeoise internationale**, contre le réveil et la reconstitution d'une force de classe du prolétariat allemand. Quoi de plus génial que de dresser les prolétaires allemands contre les prolétaires allemands, avec deux patries distinctes et opposées à servir et défendre, avec deux "systèmes" appartenant aux alliances militaires opposées. Quoi de mieux que de transformer la politique des blocs militaires en politique de fronts nationaux dans lequel le prolétariat de RFA se lie à "sa" bourgeoisie vassale des USA au nom du "Monde Libre", de la "liberté d'entreprise" et de la propriété privée; tandis que parallèlement le prolétariat de RDA se lie à "sa" bourgeoisie vassale à l'URSS au nom du "camp socialiste", de "l'anti-fascisme" et de la vigilance devant le danger "revanchard" venu de l'Ouest.

Des deux côtés, la politique des classes dominantes par rapport aux risques de subversion prolétarienne a été en substance la même, bien que la bourgeoisie de l'Est n'ait pu se montrer aussi généreuse dans l'achat de la force de travail que sa soeur de l'Ouest. L'Amérique du dollar, on le sait, était bien plus riche et puissante que la Russie faussement "socialiste". Le prolétariat allemand occidental a été corrompu par le dollar et ensuite le mark de la RFA, tandis que son frère oriental l'était avec la garantie de l'emploi, la retraite, la gratuité des soins et de l'École sans oublier la menace très réelle des chars russes et aux troupes d'occupation qui n'ont jamais été de moins de 400000 hommes. En 1953, les prolétaires de Berlin sont les protagonistes d'une véritable insurrection, à laquelle répondent les prolétaires de Leipzig et des autres villes. Ils seront tous écrasés par la répression violente du pouvoir bourgeois. Peu importe si en ce moment-là, ce furent les généraux russes des troupes de blindés qui tirèrent sur la foule des manifestants, et non les généraux allemands pour qui le

moment viendra tôt ou tard. Cette répression confirme la thèse marxiste que les rapports entre classes sont fondamentalement inconciliables et que l'usage de la force, d'un côté comme de l'autre, est nécessaire et inévitable.

On comprend la joie des coeurs démocratiques occidentaux lorsqu'ils constatent que les années cinquante sont loin, et, ils l'espèrent, oubliées. On comprend pourquoi tous les moyens d'information bourgeois ont donné cette importance à "l'effondrement du Mur" comme s'il n'avait pas été ouvert des millions de fois aux capitalistes et aux marchandises en transit d'une Allemagne à l'autre, comme une statistique quelconque de tout journal économique peut le montrer simplement (1). On comprend pourquoi il a été donné un grand éclat à la "fuite vers l'Ouest", vers "la liberté" et la "démocratie" d'une quantité non négligeable d'éléments de la petite bourgeoisie et de l'aristocratie ouvrière, techniciens, médecins, poètes, musiciens, artisans, ouvriers spécialisés, à la recherche d'une vie meilleure et de satisfactions morales et matérielles.

Il est inévitable que dans cette masse se soient trouvés des prolétaires cherchant à vendre leur force de travail à des capitalistes plus "généreux" dans l'espoir de connaître une vie moins misérable.

Poussent à ce genre d'exode type, non seulement le chômage et les conditions de vie quotidiennes désespérées, qu'ont connues des générations d'italiens, de polonais, d'irlandais, et que connaissent des générations de turcs, d'algériens, de chinois, mais aussi l'illusion de pouvoir changer sa situation personnelle en se faisant acheter par la démocratie et par la collaboration de classe avec de nouveaux patrons plus généreux. Tout exode de ce type, en absence d'une ambiance de lutte ouvrière de classe, est facilement encadré par le jeu démocratique, parce qu'il est simplement la manifestation des aspirations des classes moyennes, toujours séduites par les solutions les plus faciles, celles qui vont dans le sens des forces dominantes auxquelles elles sont toujours prêtes à faire confiance. Les fortes dans cette situation et auxquelles elles peuvent se confier. Les ouvriers du bâtiment et des fabriques de Berlin Est, en juin 1953, face au onzième tour de vis que donna la classe dominante pour imprimer plus de force et de rapidité à l'accumulation capitaliste, et contre le nouveau train de mesures qui augmentaient considérablement la **fatigue du travail**, en terme d'heures de travail et de rythme de production, se soulevèrent en s'insurgeant contre cette classe dominante, qui à l'égal des classes dominantes de tous les pays, cherchait à imposer à son propre prolétariat des conditions de vie et de travail plus dures pour pouvoir extorquer des masses plus importantes de plus-value. Ce n'est pas en s'engageant sur la voie de l'exode ouverte par d'autres classes, mais en réagissant par la lutte **sur place** contre ses propres patrons, contre sa propre classe dominante, en acceptant l'affrontement, quel que soit le rapport de force militaire, que la classe ouvrière peut avoir une chance d'améliorer son sort.

C'est de cette classe, de sa manière de réagir et de tenir tête aux forces répressives de l'Etat bourgeois, dont les coeurs démocratiques ont une peur bleue.

De ce point de vue, les mouvements de masse, qui avec leurs mobilisations de rue, y compris l'épisode de la fuite touristique à travers les frontières hongroises, ouvertes pour "se libérer" d'une masse difficilement endurable et contrôlable, ont certainement contribué au changement de gouvernement à Berlin Est. Mais ils ne peuvent être considérés que pour ce qu'ils sont: populaires, interclassistes, donc bourgeois, mêmes si les prolétaires et ouvriers, sociologiquement parlant, y ont sans aucun doute participé avec fougue.

Ceci ne signifie pas qu'ils ne représentent pas aussi quelque chose d'autre: comme tous les mouvements de masses au caractère social et politique interclassiste, et donc petit-bourgeois, ils anticipent en quelque sorte des contradictions et tensions sociales bien plus profondes (2). Au delà de ce que pensent les dirigeants de ces mouvements, leurs idéologues et leurs chantres, les représentants des partis qui s'expriment (en termes bourgeois inévitablement) en leur nom, mettent en lumière, d'une façon fautive et confuse certainement, mais réelle, une tension sociale qui est destinée, aujourd'hui ou demain à prendre d'autres caractéristiques. Cette tension sociale prendra donc inévitablement les caractéristiques de la lutte ouvrière et classiste, comme cela est toujours le cas dans l'histoire de la société bourgeoise.

Alors, celui qui aujourd'hui ne considère le phénomène de l'imprévisible accélération et ampleur des événements

qu'au travers des journalistes prompts seulement à chercher les scoops, les titres et les photos des larmes de joie, verra son sang se glacer dans ses veines. Mais la classe dominante, avec son expérience complexe du pouvoir et de la répression, a démontré s'être enrichie des événements historiques dans lesquels le prolétariat organisé et dirigé par son parti marxiste l'a mis dos au mur. La bourgeoisie a démontré sa capacité à se reconnaître comme classe internationale, capable de dépasser les rivalités nationales et la concurrence entre Etats; face à un seul danger historique: la lutte révolutionnaire du prolétariat.

Les forces armées russes, qui écrasèrent l'insurrection prolétarienne de 1953, ont rempli leur besogne, avec le plein consentement des armées de Washington, de Paris, de Londres, qui séjournent à Berlin Ouest au-delà d'un Mur, non encore physiquement érigé, mais cependant bien réel et utile pour isoler les prolétaires de la partie Ouest pendant que leurs frères à l'Est étaient écrasés. C'était l'appui implicite que les champions de la démocratie occidentale ont toujours garanti et garantié chaque fois qu'une bourgeoisie nationale se trouve devoir faire les comptes avec son prolétariat. Les exemples d'appui ouvert sont également légion, par des capitaux, des vivres ou des armes envoyés aux bourgeoisies en danger.

Il peut arriver aussi un moment dans les rapports entre Etats et entre les forces politiques qui les dirigent, dans lequel les exigences internationales du marché, donc de la dictature du capital, poussent les Etats et les partis à **changer de politique**, à mieux adapter leurs propres appareils économiques et militaires aux divers courants et tendances impérialistes.

Les changements entrepris ne résolvent pas toujours au mieux les exigences du capitalisme national et de ses rapports avec le marché mondial, donc avec les puissances impérialistes dominantes. La pratique du coup d'Etat n'est certainement pas passée de mode comme en témoignent les exemples récents du Chili de Pinochet et de la Pologne de Jaruzelski. Chaque coup d'Etat a ainsi ses soutiens parmi les plus grandes puissances impérialistes. Chaque coup d'Etat est destiné à assainir une situation interne catastrophique dans laquelle existe un danger de révolte prolétarienne, par la terreur ouverte.

Mais tout coup d'Etat prépare le retour à une démocratie, toute aussi blindée: voir l'exemple de l'Amérique latine.

De la même manière, les régimes apparemment totalitaires, de marque stalinienne, ont préparé leur prolétariat au passage à une démocratie pluraliste, à un passage autant que possible **pacifique**, lent, contrôlé, organisé. Un prolétariat turbulent, comme le prolétariat polonais, a dû pourtant subir le passage à la démocratie pluraliste à travers le coup d'Etat de Jaruzelski et le traitement simultané et débilisant du réformisme catholique et de Solidarnosc. Mais les morts dans les mouvements de 70, 76 et de 80 sont nos morts, les morts d'une lutte de classe qui ne pourra être toujours pacifique. Le jeune prolétariat roumain, qui n'a pas la tradition prolétarienne de classe des ouvriers allemands s'est pourtant battu dans les rues à plusieurs reprises. Et dernièrement la brutalité des affrontements (même si elle a été à dessein prodigieusement exagérée par le nouveau régime) en Roumanie est la preuve que la lutte des classes se résoud par la violence.

Mais dans l'Allemagne de l'Est, la pression des masses et de l'actuelle bourgeoisie plus "éclairée" et prudente, à commencer par la russe, a fait céder sans opposition armée un appareil de gouvernement désormais honni et impopulaire. Il n'y a pas eu besoin de Timisoara ni de Tien-An-Men. La situation était la suivante: un prolétariat passif, un parti au pouvoir encore en mesure de dénicher dans son propre "vivier" un nouveau personnel politique plus agréable aux masses, à la bourgeoisie "nationale" plus entreprenante, aux puissances impérialistes, de Moscou à Washington, et plus agréable à la bourgeoisie "nationale" de l'Allemagne de l'Ouest, ce qui n'est pas le moins important; une situation économique bien moins catastrophique que dans les autres pays de l'Est, et même plutôt solide; le souci de tous les impérialismes de ne pas s'opposer au processus en cours, tout en essayant de maintenir intacts les Alliances militaires.

Nous voyons donc aujourd'hui dans les événements d'Allemagne la victoire de la démocratie, donc le renforcement de la conservation sociale et de la domi-

( suite en page 6 )

# CE N'EST PAS ENCORE LE COEUR PROLETARIEN QUI BAT A BERLIN EST

( suite de la page 5 )

nation bourgeoise sur la société, sans que soient apparues des réactions prolétariennes.

A l'enseignement de l'indépendance nationale, de la défense des frontières établies lors de la partition de l'Europe entre les vainqueurs du second conflit impérialiste, du développement de l'économie nationale et de la démocratie, le mouvement d'aujourd'hui en Allemagne orientale et dans tous les pays de l'Est européen, n'est pas un mouvement prolétarien, ce n'est pas le nôtre. C'est un mouvement qui ne pourra pas apporter de solutions aux contradictions sociales qui mûrissent dans le sous-sol économique du pays et qui ne tarderont pas à mettre en branle la classe ouvrière. Plus l'économie de l'Allemagne de l'Est se liera à l'économie occidentale - parce que c'est la direction obligatoire qu'elle prendra, étant donné que les capitalistes courrent où cela rapporte le plus et le plus vite - et plus le prolétariat est-allemand subira la pression d'un appareil économique et financier poussé à attaquer les marchés à l'Ouest, où l'on se prépare à se ruiner sur la seule économie saine à l'Est, alors que de l'autre côté on commence à redouter un capitalisme trop pressé.

Les puissances impérialistes ont toujours cherché à paralyser le prolétariat allemand, en le maintenant prisonnier de la paix impérialiste qui a coupé en deux le pays et la formidable concentration ouvrière qu'était le Grand Berlin.

Mais il existe une autre perspective, elle est communiste et révolutionnaire, comme le rappelle un article de 1960, "une perspective dure mais splendide".

Dure parce qu'il faut remonter la pente de soixante années de contre-révolution bourgeoise et de défaites pesantes sur le plan de la lutte de classe, et que ce n'est pas facile, même si l'affrontement historique décisif entre la classe internationale du prolétariat révolutionnaire et la classe bourgeoise dominante dans le monde est inéluctable. Splendide parce qu'elle est l'unique perspective dans laquelle le prolétariat, non seulement allemand mais international peut se reconnaître comme classe historique porteuse d'une nouvelle société humaine.

Nous écrivions que cette perspective n'est pas "une guerre nationale d'allemands, de nouveaux patriotes et racistes

contre tous. Mais elle est une guerre civile dans les deux Allemagnes contre les gouvernements complices de l'Amérique et de la Russie, à savoir une renaissance de classe du prolétariat allemand, le retour au mot d'ordre de la dictature du prolétariat et à la grande tradition de Marx. Ce n'est pas la perspective d'une affaire absurde, à condition que la lutte interne de classe renaisse dans le Centre, dans l'Ouest et dans l'Est. Presque la moitié du siècle (nous sommes en 1960, et aujourd'hui des années ont encore passé) est bien assez pour décider que la direction russe (attention: la direction stalinienne, sociale-démocrate ou nationale-communiste, mais non marxiste et non léniniste) de la lutte pour le communisme a fini dans la faillite.

"L'espoir peut seulement être placé dans une mission du grand prolétariat allemand, qui remplisse l'histoire de ce qui reste du siècle. Il ne s'agit plus de la seule Europe. Ce sont les mouvements de tous les continents. Bien que le lest national pèse encore pour beaucoup, avec des effets révolutionnaires pour les peuples de couleur (nous sommes en 1960 encore au début des mouvements anti-coloniaux), leur guide serait un total internationalisme des forces unitaires allemandes; un nouveau grand Etat du prolétariat allemand qui affronterait les forces de l'Ouest et de l'Est, toutes socialement capitalistes" (2).

Cette perspective dure et splendide rappelle la grande perspective de l'Internationale Communiste de 1921 selon laquelle le prolétariat russe et européen, réunis dans l'Internationale, assurait, sous la poussée de la victoire de l'Octobre bolchévique, les tâches de soutien et de guide pour les grandes masses colonisées dans la guerre contre le capitalisme international. Cette dure et splendide perspective de conquête du bastion révolutionnaire dans le centre de l'Europe d'où s'organiserait et se guiderait la révolution anti-capitaliste dans le monde, reste une perspective entièrement valable pour nous prolétaires d'Europe: une des solutions historiques que la renaissance et le développement de la lutte de classe et révolutionnaire peut présenter.

(1) Quelques données prises dans "Il Sole-24 Ore" du 8-9-89. A la différence des autres pays du COMECON (CAEM), la RDA a réduit de 81 à aujourd'hui son déficit envers l'Ouest et l'URSS. En 85

son endettement extérieur est descendu à 6 milliards de dollars (contre par exemple les 39 milliards de dollars de dettes de la Pologne). A la différence de la récession générale qui frappe tous les pays de l'Est, la RDA a une augmentation du PNB de 25 % entre 1980 et 1985, et avec +2,7% en 1988, elle est en parallèle avec les accroissements des pays occidentaux les plus forts. La politique économique adoptée a pu garantir un niveau de pleine occupation, une inflation qui ne dépasse pas 1,1%, et elle a pu bénéficier d'une situation et de conditions favorables dans ses exportations vers l'Occident, étant donné qu'à travers ses échanges avec l'Allemagne fédérale (les exportations de la RDA vers la RFA représentent le 20% de son total, tandis que le reste, 80%, va vers les pays du COMECON), la RDA accède de fait au marché de la CEE comme si elle en était un treizième pays membre (c.f. "La Stampa", 18-10-89).

(2) Nous sommes surpris de ce que soutient l'éditorial du dernier numéro de l'actuel "Programma Comunista" (nov. 89) à propos des événements qui se sont développés dans les pays de l'Est européen. On peut y lire dans les premières lignes: "La scène est-européenne est en train de bouger avec une rapidité imprévue et - plus encore - avec l'aisance de décors et de coulisses de théâtre qui changent rapidement de figure et de position; si les têtes tombent ce n'est pas sous la hache du bourreau; si les Institutions s'écroulent, ce n'est pas sous les coups de la décapaise historique; si d'autres ne prennent pas la place, c'est comme si, préfabriqués, il n'attendaient que le signal du régisseur pour aller exécuter les changements de décors".

Il ne nous semble pas vraiment que les mobilisations de masse dans lesquelles le prolétariat est entraîné, et pas marginalement, dans les pays de l'Est, même s'ils sont encore prisonniers des revendications et des méthodes démocratiques (mais cela est une voie obligatoire comme nous le rappelions dans l'article de fond de ce numéro, en reprenant une évaluation du parti en 1956 face aux événements de Poznan et de Budapest), puissent être réduites à des coulisses de théâtre, comme s'il s'agissait de révolutions de palais. Ce n'est certainement pas encore l'heure de la décapaise historique, ce n'est pas encore l'heure de la révolution prolétarienne guidée avec la fermeté et la conscience du parti de classe, même si la période qui s'ouvre avec la fin de la seconde boucherie mondiale est une période dans laquelle les masses prolétariennes ont été et sont les protagonistes d'épisodes de lutte de classe qui sont de bon augure pour l'avenir:

des soulèvements de Berlin en 1953, à Budapest en 1956, finalement aux plus récents événements de Caracas, d'Algérie, de Rosario et Bucarest. Mais de la situation dans laquelle le prolétariat mondial a été précipité à la future situation révolutionnaire dans laquelle le prolétariat se constituera en classe combattante pour la vie et la mort et reconquerra ses méthodes et ses moyens de lutte de classe, qu'est-ce qui peut bien venir?

Il arrive exactement ce que nous avons aujourd'hui sous les yeux et ce que nous avions sous les yeux hier: des mouvements de masse confus, interclassistes, démocratiques et pacifiques dans lesquels le prolétariat, quand il y est poussé par ses conditions de vie et de travail intolérables, porte tout son poids de classe salariée en bouleversant leurs méthodes et rythmes afin de faire prendre aux événements un pli non pacifiste et démocratique mais d'affrontements physiques et armés comme à Budapest en 56, à Berlin en 53, à Bucarest en cette fin de 89.

Avec cela nous ne disons pas que les mouvements interclassistes et leurs revendications petite-bourgeoises, comme ils sont et comme ils se présentent, se transforment en mouvements prolétariens de classe. Aussi violents et rebelles soient-ils, les mouvements des classes moyennes ne pourront jamais être à l'origine de la renaissance de la lutte de classe. Mais cela n'empêche pas que le prolétariat, dans son effort de reconquête du terrain de la lutte de classe de manière autonome, est obligé de faire ses comptes avec des revendications et des mouvements dans lesquels il se reconnaît encore et dont il doit obligatoirement tirer des expériences et des leçons directes.

Dans l'article de "Programma Comunista", cet aspect est totalement absent, et ceci induit à penser que pour l'actuel groupe qui publie "Programma", chaque mouvement social, qui ne soit pas de manière claire et non équivoque de classe, et qui se fait le protagoniste de protestations et rebellions contre le pouvoir en place ne sera que le spectateur de théâtre dans lequel les acteurs feront ce qu'ils veulent jusqu'à ce que ... la décapaise historique etc, etc...

(3) C.F. l'article "Vae Victis, Germania", paru dans notre organe en italien "Programma Comunista", no 11 de 1960, et republié dans un reprint intitulé: "Europa dell'Est: le grandi capitali sanno ancora divenire vulcani di lotta proletaria" et traduit en français dans ce journal.

## "VAE VICTIS" ALLEMAGNE !

L'article que nous publions ici pour la première fois en français est traduit d'un article paru dans "Il Programma Comunista" no.11/1960; il reprend aujourd'hui toute sa valeur avec les événements de l'Est. Il traite du sort de l'Allemagne dans le jeu des intérêts des grandes puissances impérialistes et souligne que le condominium russo-américain avait tout intérêt à la division de l'Allemagne qui signifiait aussi division du prolétariat allemand, voire son alignement sur sa bourgeoisie respective dans une guerre où les deux Allemagnes, rivées à leur bloc respectif, s'affronteraient. Il rappelle que ce que craint l'impérialisme c'est la renaissance du prolétariat révolutionnaire tout autant que la renaissance d'une Grande Allemagne. Il explique enfin que l'impérialisme a toujours attisé chez ses prolétaires le sentiment anti-allemand.

Pour nous communistes, cet article trace la seule perspective qui va dans le sens des intérêts historiques du prolétariat international, celle d'un prolétariat allemand uni dont le combat révolutionnaire ferait vaciller l'ordre bourgeois mondial, selon la perspective même de Lénine lors des premiers Congrès de l'Internationale Communiste.

Il y aura bientôt un demi-siècle qu'on accuse les allemands de tous les maux terribles sur l'humanité pendant cette terrible période au cours de laquelle la "civilisation bourgeoise" a reculé par rapport à ce qui a pu être le sommet de sa grandeur.

Lors de l'éclatement de la guerre impérialiste de 1914, la gigantesque tromperie qui présentait le conflit comme une guerre idéologique trouva sa source dans le dénigrement de l'Allemagne et du peuple allemand. Ce n'était pas le capitalisme qui s'engageait dans la pente inéluctable de ses honteuses infamies et de sa barbarie ouverte, comme l'avait annoncée les marxistes. Non. La civilisation, une dans le temps et dans l'espace, était un attribut humain auquel un

seul s'attaquait: l'allemand; tous les autres la défendaient dans une sainte croisade! La voilà, la mémorable énormité! Elle reprit du service en 1939 et on nous la ressort aujourd'hui.

Le grand mouvement marxiste parût se déchirer. Les marxistes orthodoxes virent dans la guerre la conséquence inévitable du système social capitaliste, et la réaction du capital allemand, déterminée par sa mise à l'écart du banquet colonial sur la peau des malheureux peuples de couleur. De l'autre côté, les renégats du marxisme soutenaient que le prolétariat devait se mettre à défendre la patrie ou la civilisation humaine, en abandonnant sa propre cause, l'avènement de la révolution socialiste.

Les renégats s'alignèrent aussi, et au maximum, en Allemagne; ils invoquaient la menace contre la civilisation et la culture par la Russie féodale qui allait détruire un siècle de démocratie: la même chose dont les autres accusaient les empires centraux.

Les faussaires du socialisme eurent recours à tous les moyens. Mais les anti-allemands, pour donner une base à l'infamie du racisme et de la prédestination de certains peuples à sauver ou à ruiner l'humanité toute entière, poussèrent la haine jusqu'à utiliser l'écrit de Tacite sur la Germanie; dans celui-ci le civilisé Romain décrivait ce peuple, rebelle à l'oppression impériale, comme un tas de brutes et de bêtes féroces: il serait resté tel quel au bout de deux millénaires...

Dans la première guerre l'Allemagne fût battue, mais le mérite n'en revient pas aux socialistes qui s'étaient faits les croisés de l'idée libérale bourgeoise. Ce furent précisément les socialistes de l'aile saine, ceux qui, au lieu de la croisade contre l'étranger, avaient soutenu le défaitisme et la guerre civile, qui creusèrent la tombe de l'Etat du Kaiser. La Révolution russe d'octobre enleva un puissant ennemi aux armées allemandes et encore plus la signature de la paix de Brest-Litovsk en 1918.

Mais le défaitisme, école vivante et géné-

reuse du socialisme, franchit la frontière hérissée de fer, et le grand prolétariat allemand comprit la leçon russe. Les fronts de l'Ouest cédèrent, et ce fut la paix de Versailles et la république de Weimar.

Le prolétariat allemand était à la croisée des chemins. D'un côté la dictature révolutionnaire et la fondation d'une deuxième, et plus grande, république des soviets. De l'autre, un mouvement de revanche nationale contre les traités infâmes de Versailles qui, sans pour autant démonter un appareil productif à peu près intact, avaient désarmé le vaincu et fait du pays qui avait capitulé, non un seul Etat, mais deux morceaux de territoire séparés par l'absurde "corridor de Dantzig".

L'histoire des crises du prolétariat allemand entre ces deux orientations est pleine de leçons immenses. Ce furent les socialistes traités qui préparèrent la solution hitlérienne logique, contre laquelle furent lancées les mêmes atrocités abominations. Nous, communistes de l'Internationale de Moscou, nous rejettâmes toute idée de rejoindre un front de guerre nationale contre Versailles. Mais cette proposition avait cependant été formulée.

Au cours de la seconde guerre de revanche allemande, la Russie, ayant désormais rompu avec le marxisme révolutionnaire, fit dans un premier temps bloc avec Hitler et se justifia en simulant la thèse léniniste selon laquelle la France et l'Angleterre (puis l'Amérique) luttaient pour un motif impérialiste, le même qu'en 1914.

C'était une première honte, mais la suite fut pire encore. La main tendue aux français, anglais et américains, les russes se lancèrent dans la croisade démocratique la plus criminelle. La force vitale du défaitisme révolutionnaire était partout étouffée par deux vagues de trahison. Battue une deuxième fois, l'Allemagne n'a pas connu un second Versailles, mais pire encore. Les vainqueurs l'ont divisée en deux zones d'occupation qui forment deux Etats séparés, sans qu'il y ait un corridor entre deux morceaux de territoire. Ce sont deux morceaux qui se touchent, et Berlin lui-même est coupé en deux.

Problème de la paix. Avec qui les vainqueurs de 1945 peuvent-ils la stipuler? Peuvent-ils réunir les deux morceaux en un seul Etat, évacuer celui-ci et signer ensuite un traité avec son gouvernement? Cela n'arrivera jamais, parce que c'est impossible. Il faudrait que la voie sans issue de la liberté, de la démocratie et du parlementarisme ne soit pas, comme le marxisme le sait depuis cent années, le plus noir des mensonges.

Une solution envisageable, mais qui n'est certes pas encore mûre aujourd'hui, est que chacun des deux groupes victorieux anexe son morceau d'Allemagne, et qu'il s'en suive une guerre mondiale. Il y aurait ceci de positif que le "maudit" peuple allemand, combattant des deux côtés, ne pourrait plus être accusé une troisième fois d'être le Calb de la civilisation moderne.

Il peut y avoir une autre solution: le peuple allemand tout entier insurgé dans une guerre nationale contre les oppresseurs de l'Est et de l'Ouest. Ce pourrait être un mot d'ordre patriotique, une fois qu'il serait devenu clair que ni l'Amérique ni la Russie ne veulent l'unification, et donc la paix avec l'Allemagne unie, alors que la signature de deux traités de paix séparés ne leur est d'aucun intérêt.

Nous avons déjà quelques faits. La Russie ne signe pas de traité avec l'Allemagne de l'Est. L'Amérique n'en signe pas non plus avec celle de Bonn (ce seraient des actes inutiles). A Camp David le président américain a dit au russe qu'il craignait l'unification allemande. Il a démenti ensuite. Mais la vérité est là: avec les accents de la détente, tous deux se sont dits ne pas vouloir et craindre même une Allemagne unie. Véritable accord au sommet...

Autre fait: on ne se dispute plus pour Berlin, mais on joue la comédie de la dispute à propos de l'U2, des avions-espions et des bases.

Il y a encore une autre perspective, difficile mais splendide. Non une guerre nationale des allemands de nouveau patriotes et racistes, contre tous. Mais une guerre civile

(Suite en page 10)

## MARXISME ET RELIGION (Suite)

sauvages tourments aux humbles travailleurs, que les événements exceptionnels tels que guerres, tremblements de terre, etc., c'est là qu'il faut rechercher aujourd'hui les racines les plus profondes de la religion. "La peur a créé les dieux." La peur devant la force aveugle du capital, aveugle parce que ne pouvant être prévue des masses populaires, qui, à chaque instant de la vie du prolétaire et du petit patron, menace de lui apporter et lui apporte la ruine "subite", "inattendue", "accidentelle", qui cause sa perte, qui en fait un mendiant, un déclassé, une prostituée, le réduit à mourir de faim, voilà les racines de la religion moderne que le matérialiste doit avoir en vue, avant tout et par dessus tout, s'il ne veut pas demeurer un matérialiste primaire. Aucun livre de vulgarisation n'expurgera la religion des masses abruties par le baigne capitaliste, assujetties aux forces destructrices aveugles du capitalisme, aussi longtemps que ces masses n'auront pas appris à lutter de façon cohérente, organisée, systématique et consciente contre ces racines de la religion, contre le régime du capital sous toutes ses formes.

Est-ce à dire que le livre de vulgarisation contre la religion soit nuisible ou inutile? Non. C'est que la propagande athée de la social-démocratie (appellation à l'époque du parti ouvrier révolutionnaire-NdIR) doit être subordonnée à sa tâche fondamentale, à savoir: au développement de la lutte de classe des masses exploitées contre les exploités.

Plus loin Lénine analyse les conditions particulières des pays capitalistes développés d'Europe, où la lutte contre la religion est employée comme diversion à la lutte de classe (1):

La tradition de la guerre bourgeoise contre la religion a créé en Europe une déformation spécifiquement bourgeoise de cette guerre par l'anarchisme, qui, comme les marxistes l'ont depuis longtemps et maintes fois expliqué, s'en tient à la conception bourgeoise du monde malgré toute la "rage" de ses attaques contre la bourgeoisie.

(...) En second lieu, en Occident, après la fin des révolutions bourgeoises nationales, après l'institution d'une liberté plus ou moins complète de conscience, la question de la lutte démocratique contre la religion a été historiquement refoulée au second plan par la lutte menée par la démocratie bourgeoise contre le socialisme, au point que les gouvernements bourgeois ont essayé à dessein de détourner du socialisme l'attention des masses en organisant une "croisade" pseudo-libérale contre le cléricisme. Le Kulturkampf en Allemagne et la lutte des républicains bourgeois contre le cléricisme en France ont revêtu un caractère identique.

(De l'Attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion", Lénine, Oeuvres tome 15)

Les prolétaires n'ont donc pas à suivre les bourgeois qui essayent aujourd'hui de resusciter le "combat laïque" pour mieux les faire adhérer à la défense des institutions de l'Etat bourgeois et plus généralement à l'idéologie du chauvinisme impérialiste.

(1) A peine quelques années avant, le gouvernement radical en France avait lancé une grande campagne anticléricale pour établir l'Ecole laïque; les "marxistes" du "Parti socialiste de France-Unité Socialiste Révolutionnaire" (fusion du Parti Ouvrier guesdiste et des blanquistes), bien qu'en pleine involution réformiste, surent refuser de participer à ce piège. En 1903, le deuxième congrès du PSF adoptait quelques "Considérations" sur la question de la laïcité dont celles-ci:

"Considérant que l'Etat, qui est exploitateur du travail salarié et qui partage avec les capitalistes les vols qu'ils commettent journellement sur le travail salarié, ne donne qu'une instruction corrompue par les notions bourgeoises sur la propriété, la justice, la légalité, les droits de l'homme, la patrie, la gloire et l'honneur militaires, l'épargne, la liberté du travail, etc...;

Considérant que ces notions bourgeoises, qui ne sont pas moins dangereuses que les dogmes démodés des religions, ne sont enseignés dans les écoles primaires (la motion ne traitait pas de l'enseignement secondaire et supérieur "fermés aux enfants des prolétaires"-NdIR) que pour préparer, dès l'enfance, les travailleurs à se soumettre au joug du capital, à vivre de privations à côté des croissantes richesses qu'ils produisent et à accepter sans révoltes les inégalités et les iniquités sociales; Les conclusions, rejetées lors de ce congrès, furent adoptées au congrès suivant, où la motion, tout en affirmant son opposition à l'immixtion de l'Etat dans l'enseignement, en dénonçant la laïcité comme un mythe tant que les classes n'auront pas disparu, avançaient la revendication réformiste et illusoire de l'élection de "Conseils élus pour contrôler" l'enseignement.

Que penseraient ces vieux réformistes de nos modernes adorateurs de la laïcité ?

## LA GREVE DES MINEURS EN URSS ET LE DIFFICILE CHEMIN DE LA REPRISSE DE LA LUTTE DE CLASSE

( suite de la page 1 )

avec lui les documents approuvés par le Parlement et dans lequel étaient codifiés les exigences des mineurs, afin de montrer aux mineurs que leurs revendications avaient été officiellement mises noir sur blanc.

Mais une chose est l'approbation du Parlement, une autre est la réalisation de ces mesures. Et les mineurs ont la nette impression que les documents ne suffisent plus: ils veulent voir les vivres dans les magasins, le savon dans les douches, des maisons plus décentes, des horaires de travail moins écrasants, des retraites qui permettent de vivre, les dirigeants inertes et profiteurs chassés de leurs postes, les privilèges détruits.

Tant qu'ils ne verront pas cela de leurs yeux, les mineurs continueront à user de leur unique arme: la grève. Les autorités ont beau mettre en garde contre l'hiver qui vient et les conséquences pour toute la population du pays, pour les fabrications qui ne pourront pas donner du travail à leurs ouvriers, les mineurs ne cèdent pas. Ils savent bien, sans qu'on leur rappelle, combien l'hiver est rude dans les entrailles de la terre, près du cercle polaire, ils le savent depuis des générations de leur propre expérience! Les "Messieurs de la capitale", comme ils appellent les dirigeants moscovites, sont eux bien au chaud. Ils ont de la nourriture à profusion, des vêtements adaptés à l'hiver, ils peuvent se divertir, etc. Les mineurs non! C'est bien pourquoi ils font grève, quelles que soient les intimidations qui leur tombent dessus.

Au début de novembre, quand les ouvriers reprennent avec force leur mouvement (à Vorkouta jusqu'à 13 mines sur 14, à Kholmer-You, toujours dans le Nord polaire, à Mejdouretchensk dans le Kouzbass, à Donetsk, Rostov, Dnepopetrovsk, Pavlograd dans le Donbass). Les juges et les directeurs ont commencé à agir "selon la loi", en déclarant illégales les grèves pour les premiers et en récoltant le nom des grévistes pour les deuxièmes, afin de préparer les listes noires. Cette action n'a pas eu, dans l'immédiat, la force de bloquer les grévistes puisque pour passer dans les faits, il aurait fallu l'usage de la force de répression de l'Etat. Dans la situation actuelle, le gouvernement de Gorbatchev tente encore la voie de la "négociation" - c'est-à-dire tente de convaincre les mineurs que l'application des mesures prises en leur faveur ne sera pas immédiate mais lente - mais il est certain que si la situation devait se faire particulièrement critique l'usage de la police et de l'armée pourrait bien être nécessaire à l'Etat. Cela pourrait être le cas, devant une nouvelle grève générale des mineurs du charbon, comme en juillet dernier, ou l'extension dans les secteurs des transports ou autres. Alors les démocrates parfaits, les réformistes gorbatchéviens, se sentiront "obligés" d'utiliser la manière forte, pour le bien du pays naturellement.

Le 2 novembre, peut-on lire dans "Il Sole-24 Ore" du 4/11/89, une réunion tenue à Vorkouta, entre les représentants des mineurs du puits de Vorgatchorskaya, le plus grand de la zone, a demandé que la cour suprême de la République Autonome des Komis (où se trouvent Vorkouta et Inta) révoque la déclaration récente sur "l'illégalité" de la grève des mineurs, faite sur la base de la récente loi sur les conflits syndicaux, et approuvée par le Parlement soviétique, début octobre. Donc l'action judiciaire contre les mineurs est une menace, même si dans l'immédiat, les dirigeants n'ont pas le courage de prendre des mesures concrètes sur le plan pénal. Mais cela peut venir dans un deuxième temps, quand l'agitation ouvrière sera retombée, quand les tensions sociales seront apaisées. Alors le bâton de la répression démocratique s'abattra sur les chefs de la lutte, sur les organisateurs des grèves et des comités de lutte.

Le pouvoir bourgeois peut avoir de la patience, quand bien même il s'est usé au contact des luttes ouvrières. Il peut en fait compter sur les mécanismes de la conservation sociale, ceux du marché, du profit, de l'argent, des intérêts et de la propriété privés, mécanismes qui, outre un certain degré de développement, demandent un régime politique de démocratie, de "participation" au changement, "d'interventions" des individus-ouvriers, individus-payans, individus-boutiquiers, individus-prêtres, individus-bourgeois, individus-fonctionnaires, sur le plan des décisions politiques et économiques. Ces mécanismes démocratiques, reliés à

une situation matérielle des ouvriers particulièrement critique sur le plan matériel et celui de la démoralisation qui peut suivre une lutte radicale n'ayant pas atteint vraiment tous ses objectifs (voir aussi le cas de la grève des mineurs anglais en 84-85), constituent la composante de désagrégation de l'unité des prolétaires, parce que les illusions démocratiques, comme les élections libres des dirigeants politiques, l'autogestion des mines, la vente libre des "excédents de production" sur le marché, etc, finissent par s'y substituer.

Fort de ces mécanismes, le pouvoir gorbatchévien a accepté que les mineurs "autogèrent" les mines, pour autant que cela signifie augmenter la production et produire plus que le plan gouvernemental. Il a accepté que les mineurs-autogestionnaires vendent librement les surplus de production sur le marché interne et externe. Il a accepté ainsi que les mineurs se constituent en entreprise capitaliste, avec les profits et les risques que cela comporte. Mais il n'a pas accepté - en tout cas jusqu'à présent - de reconnaître officiellement les Comités de lutte des mineurs comme "représentants" avec lesquels négocier; non pas parce que cette reconnaissance est par principe incompatible avec le pouvoir bourgeois, mais parce que celui-ci cherche toujours à démoraliser, à décourager l'unité de classe spontanée qui se crée dans la lutte.

Il faut bien des batailles et des affrontements avant que le pouvoir bourgeois "reconnaisse" les organisations syndicales des ouvriers, nées et ayant grandi en dehors des appareils politiques et syndicaux de collaboration, quand ils n'émanent pas directement du pouvoir central bourgeois, comme en URSS. Ces organisations syndicales, par leur "nature propre", ne pourront jamais - comme elles ne l'ont jamais pu dans l'histoire du mouvement ouvrier - assumer les tâches de révolutionner totalement l'ordre capitaliste existant. Elles pourront au maximum constituer pour un certain temps la pointe avancée du mouvement de démocratisation de la société comme ce fut le cas de Solidarnosc en Pologne, à moins qu'elles ne se révèlent bien vite comme défenseurs de l'économie nationale, donc du mode de production capitaliste, et ainsi sacrifient - pour le bien de la démocratie - les revendications trop fortes, les luttes trop vigoureuses, les organisations ouvrières trop autonomes vis-à-vis des forces de la "nouvelle démocratie".

Les organisations syndicales sont, d'autre part, nécessaires aux ouvriers pour réorganiser la défense de leurs propres intérêts immédiats, dans des limites que le marxisme a toujours reconnu.

Différente est pour nous l'expression politique de classe du prolétariat, c'est-à-dire le parti de classe, un parti qui représente dès aujourd'hui l'avenir de la classe ouvrière, un parti qui ne peut rien avoir en commun avec tout ce qui c'est passé sous le règne de Staline, de Kroutchev, de Brejnev, de Gorbatchev aujourd'hui et des autres demain. Le parti de classe qui resurgira en URSS trouvera des obstacles dans une certaine mesure plus terribles que ceux rencontrés en Occident démocratique. Cela tient surtout au fait que depuis plus de 60 ans le communisme révolutionnaire, c'est-à-dire le marxisme, a été défiguré et que sous son nom a été réalisé en peu de temps dans l'histoire, le capitalisme, et seulement le capitalisme. Pour cela il a fallu réduire la Révolution d'Octobre en miettes. Mais il resurgira, comme resurgira la lutte de classe, même si les prolétaires, qui en sont les protagonistes aujourd'hui, ne le savent pas et n'en sont pas conscients.

Dans la lutte des classes, toutes les classes sont en mouvement, soit en prenant l'initiative, soit en luttant indirectement, soit en soutenant telle couche sociale en mouvement plutôt que telle autre, soit en restant "neutre" en attendant de se mettre en action du côté du probable "vainqueur", lorsque le dénouement de la lutte approche. Les révolutionnaires qui voient la lutte de classe comme un affrontement clair, ouvert, définitif entre prolétaires et bourgeois, considérés comme deux forces organiquement compactes, homogènes et unies, se trompent lourdement.

C'est le choc des classes, les conditions dans lesquelles il survient, la maturité des conditions matérielles dans lesquelles les groupes sociaux s'affrontent, la maturité des conditions subjectives et donc des organisations qui s'affrontent, qui déterminent

le niveau de "conscience" de la lutte sociale et donc l'issue de la lutte.

Les prolétaires ont pour eux, rappelle Marx, la force du nombre; et dans la lutte de résistance quotidienne, dans la grève, ils affinent leur capacité de lutte contre leur ennemi de classe particulièrement surnois parce qu'il se cache dans les habitudes quotidiennes et l'ambiance bourgeoise, mercantile, absorbée des générations durant, parce qu'il se cache dans les sollicitations du marché et de la consommation, dans l'illusion de pouvoir mettre la main sur une partie des richesses sociales produites par le biais des lois et du gouvernement démocratique, parce qu'il se cache enfin dans les rangs même du prolétariat, où vivent ses adeptes corrompus par quelques misérables privilèges.

Les prolétaires ne pourront pas transformer leur énorme force potentielle en force sociale de rupture révolutionnaire, sans un long entraînement de la lutte permanente, sans une longue expérience organisée de résistance, sans la possibilité de reconnaître non seulement durant la lutte mais surtout après la lutte, les multiples ennemis de classes qui utilisent le langage et les attitudes faussement prolétariennes et classistes dans le seul but d'utiliser la puissance de la lutte ouvrière pour leurs fins personnelles (chose que la démocratie amplifie énormément pour masquer les problèmes de fond); donc sans une longue période de luttes et de conflits. C'est pourquoi nous croyons que la grève des mineurs en URSS doit être considérée comme un symptôme, un épisode important de la lutte de classe, auquel devront suivre beaucoup d'autres épisodes similaires avant que les prolétaires d'URSS expriment dans une forme stable, organisée et puissante leur force de classe.

La force du désespoir, la rage contre ses conditions de vie et de travail insupportables ne suffisent pas pour que la flamme de la lutte embrase les points les plus reculés du pays, ni pour faire accepter par le pouvoir bourgeois les revendications avancées dans la lutte. Cela ne suffit pas pour vaincre, et pour maintenir dans le temps les concessions obtenues.

Les mineurs ont démontré avoir perçu ce problème. Mais leur faiblesse actuelle réside dans l'illusion d'assurer la victoire à travers la démocratisation de l'économie et du régime politique.

Les gouvernants centraux de Moscou ont même tenté d'utiliser la force du mouvement de grève des mineurs pour combattre des fractions bourgeoises adverses et plus conservatrices de la nomenklatura soviétique, obsessionnellement agrippées aux privilèges hérités du passé. Ces fractions sont celles rendues responsables du désastre économique dans lequel l'URSS est plongée depuis des années, auxquelles on attribue la responsabilité de la corruption, des intolérables conditions de vie des ouvriers et des grandes masses et des lancinantes tensions ethniques dans les diverses Républiques.

En somme, ils sont désignés comme les bouc-émissaires de tous les maux, comme les démocrates l'avaient fait par rapport aux fascistes après les avoir battu dans la deuxième guerre impérialiste mondiale.

Mais aujourd'hui les nationaux-communistes à la Gorbatchev ne peuvent pas compter sur la même puissance de la force d'attraction du pôle démocratique, qui avait vaincu le fascisme, et sur lequel Staline aussi avait pu compter. Aujourd'hui pour les réformateurs à la Gorbatchev, la voie obligatoire de l'insertion de l'économie soviétique dans le marché mondial est nécessairement pacifique, mais non moins hérissée de difficultés économiques, sociales et de violences.

Le pôle d'attraction est aujourd'hui apparemment l'impérialisme le plus fort du monde, les Etats-Unis d'Amérique, sa Majesté le dollar, avec sa cour formée des pays impérialistes européens et du Japon. Les conditions que le dollar, le mark allemand, le yen, même la lire italienne et le franc français dictent à Gorbatchev, pour "aider" l'économie russe en perdition, sont inévitablement dures. Il ne s'agit pas seulement de démocratiser la société soviétique (ce qui signifie pour le capital étranger lever les obstacles bureaucratiques à l'investissement), il s'agit aussi d'avoir à sa disposition un marché de prolétaires qui travaillent ferme, avec une haute productivité et le minimum d'heures de grève.

Les "aides" - c'est-à-dire les investissements de capitaux et l'ouverture de lignes de crédits pour l'URSS (ce

(Suite en page 8)

## SOUSCRIPTION PERMANENTE

1e et 2e listes 1990

Yvon: 150,00 / Ren.: 2000,00 /  
Roger: 100,00 / Valence: 2500,00/  
Paris: 600,00 / A.B.: 300,00 /  
Strasbourg: 150,00 / Valais: 40,00/  
Total listes: 5840,00 F.

## LA GREVE DES MINEURS EN URSS

(Suite de la page 7)

qui signifie donc un endettement plus important vis-à-vis du capital occidental) - signifiaient pour les prolétaires des 15 Républiques fédérées, tôt ou tard, des conditions de travail pires, une plus forte poussée à l'émigration, et des conditions de vie en général plus mauvaises, même si pour une partie cela signifiait un salaire plus élevé, une maison décente, la possibilité d'acheter des produits made in Deutschland ou made in USA.

Ce sont les prolétaires des pays "aidés" de l'Amérique latine, de l'Afrique, de l'Asie, du Moyen-Orient, qui en savent quelque chose.

D'autre part, la grève des mineurs du charbon, par sa spontanéité et sa détermination, est aussi le signe de la manière dont la classe ouvrière est en mesure de faire irruption sur la scène sociale et politique en remettant en question tous les "projets" et le "rythme" de la pérestroïka. Toute lutte de classe est une lutte politique, nous rappellent Marx et Engels dans "Le Manifeste" de 1848. En fait, la grève des mineurs soviétiques est aussi l'expression de revendications et de positions politiques. Celles-ci, en l'absence du parti de classe et de son influence sur la moindre couche du prolétariat, vont toutes dans un sens unique: dans le même sens que celui de la pérestroïka gorbatchévienne.

Ceci ne signifie pas que toutes les revendications sont acceptées immédiatement par le gouvernement de Moscou. Les deux plus significatives sont: reconnaissance officielle des Comités de lutte des mineurs comme gage pour négocier et abolition de l'article 6 de la Constitution soviétique sur le rôle dirigeant du parti "communiste" de l'URSS.

Au contraire le gouvernement refusa catégoriquement l'abolition de l'article 6, car le moment n'était pas encore venu, selon lui. En décembre dernier, après la fin de la grève des mineurs de Vorkouta, Sakharov et les réformateurs appelèrent à une grève politique (la première selon eux depuis la révolution!) pour obtenir, non l'abolition directement, mais que le Congrès mette cette question à son ordre du jour. Cette grève du 11 décembre fut un échec, et les réformateurs avaient transformé peu avant leur appel en appel à une "journée d'action". Le gouvernement refusa encore fermement que la question soit débattue au Congrès. Pourtant, 2 mois plus tard à peine, il proposait lui-même l'abolition de l'article 6 et le Premier ministre déclarait que la discussion à ce sujet était sans objet parce que le multipartisme existait déjà dans les faits...

Il y a quelques enseignements à tirer de l'épisode. C'est d'abord la reconnaissance par les petits-bourgeois de l'opposition démocratique, de la force de la classe ouvrière, puisqu'ils sont obligés de faire appel à elle. Ensuite, c'est leur méfiance de cette force, puisqu'ils n'avaient pas répondu lorsque les mineurs de Vorkouta lançaient des appels pressants dans tout le pays pour soutenir leur combat. En effet répondre à ces appels aurait signifié suivre les ouvriers, qui, en plus des revendications démocratiques accordaient autant d'importance aux revendications propres à leur classe.

L'appel de Sakharov et cie, ne contenait plus que des revendications démocratiques, avec en plus la revendication de la propriété privée, guère de nature à enthousiasmer les ouvriers. Instinctivement les prolétaires, même ceux qui avaient manifesté le plus d'attachement aux revendications démocratiques et "anti-bureaucratiques" (revendications qui intéressent inévitablement la classe ouvrière), n'ont pas voulu suivre les démocrates et se sont contentés de motions de soutien polies: c'est l'indice que les différences de classe commencent à se traduire, sur le plan politique, comme conséquence de la force conquise par les ouvriers sur le pan de la lutte économique.

Enfin, en faisant lui-même adopter ce qu'il refusait, Gorbatchev démontre que ce qu'il craint, c'est le mouvement de masse des travailleurs, même quand ce mouvement ne présente apparemment que des revendications démocratiques dont il reconnaît la nécessité. Il entend démontrer aux prolétaires que leurs luttes ne peuvent avoir aucun résultat sur le plan politique. Sinon le risque serait trop grand qu'ils ne se contentent pas de revendications économiques et de réformes bourgeoises, dans une situation où les amortisseurs institutionnels de la démocratie parlementaire ne sont pas encore réellement en place.

Les revendications des mineurs étaient

sur deux niveaux différents: sur le niveau de la lutte ouvrière immédiate (qui lie directement la revendication "politique" au contenu même de la lutte ouvrière immédiate, comme dans le cas du droit de grève et de la reconnaissance des organismes de lutte ouvrière, etc.) et le niveau de la lutte politique (qui pourtant en se basant sur la force du mouvement ouvrier, implique un saut qualitatif dans le pouvoir politique existant, en le renversant et en le remplaçant par un autre pouvoir en mesure de représenter en général les intérêts de la classe ouvrière). Du point de vue prolétarien de classe, la solution politique du saut qualitatif entre un gouvernement politique qui représente les intérêts de la bourgeoisie et un pouvoir politique qui représente les intérêts de la classe ouvrière, réside dans la révolution prolétarienne qui abat le pouvoir bourgeois, détruit l'Etat bourgeois et toutes ses institutions, et instaure un pouvoir de dictature de classe dirigé par le parti de classe et structuré par un Etat prolétarien apte à défendre la révolution contre les attaques extérieures et intérieures de la bourgeoisie internationale coalisée dans la contre-révolution.

Mais une telle perspective historique et de classe, le prolétariat, en tant que classe de travailleurs salariés soumis aux lois du capital, ne peut la posséder spontanément. Seul peut le faire le parti communiste, le parti de classe qui, dès aujourd'hui, représente l'avenir de la classe prolétarienne, l'avenir, révolutionnaire et international d'une classe qui plus que toutes les classes de l'histoire, est internationale. Dans ce sens, le marxisme affirme que le parti de classe représente la conscience historique de la classe ouvrière: c'est-à-dire non seulement la connaissance des buts finaux - le communisme, la société sans classe, où n'existent plus le profit, le marché, l'argent, les divisions entre classes antagoniques, etc. - mais aussi et surtout des moyens, des méthodes et de la voie à emprunter pour atteindre ces buts. Un parti de cette sorte ne s'improvise pas, il ne se crée pas par la seule volonté des hommes, il ne surgit pas non plus spontanément de la lutte ouvrière, même la plus large et combative: il est un produit de l'histoire des luttes de classes, mais avec une caractéristique toute particulière, celle d'exister sur le plan théorique et programmatique par l'avènement du marxisme, même s'il ne lui est pas possible d'exister physiquement dans chaque période historique.

Sous le capitalisme, les organisations de classe, tant syndicales que de parti, ne peuvent avoir une existence assurée, étant donné que pour exister, elles doivent être réellement des organisations de bataille de classe, et dépendent nécessairement du niveau général des luttes de classes. Dans les objectifs généraux, dans les méthodes de lutte, dans la structure interne même, elles doivent être antagoniques à tout ce qui défend et représente l'économie et la politique bourgeoise. C'est en perdant cet antagonisme matériel de classe, que les syndicats classistes et les partis communistes furent détruits par l'ennemi et remplacés par des syndicats et partis faussement ouvriers, mais vraiment collaborationnistes et donc bourgeois.

Pour ces raisons, il serait absurde de s'attendre à ce qu'une lutte comme celle des mineurs soviétiques - et comme celles qui ont pu apparaître dans divers pays ces dernières 15 années - représente un saut qualitatif dans les rapports de force entre classes. Il serait autant absurde de s'attendre à une naissance par génération spontanée du parti de classe.

Ce sera en réalité un grand succès si les mineurs réussissent à faire reconnaître leurs propres comités de lutte par le pouvoir central, et s'ils réussissent à les transformer en un syndicat de classe de toutes les catégories. Mais pour cela, ils ne doivent céder en aucune manière, car c'est la voie obligatoire pour aller de l'avant, pour continuer à défendre leurs intérêts immédiats, pour résister face aux attaques successives que la classe dominante continuera à porter à leurs conditions de travail, de vie et de lutte, et pour ne pas repartir à zéro à chaque lutte.

C'est la voie à travers laquelle les étincelles de conscience de classe, comme les appellent Lénine dans "Que Faire?", se dégagent de la lutte matérielle de classe et se lient au programme historique du communisme révolutionnaire, de la théorie marxiste, de la théorie de la révolution communiste, donc du parti de classe, en se fondant en lui.

Patience, la vieille taupe travaille.

## L'AVEUGLEMENT DU C.C.I

Le CCI (Courant Communiste International, qui publie "Révolution Internationale") trouve, "fait suffisamment rare... pour qu'il vaille la peine de le souligner", que nous avons eu "une prise de position correcte" en critiquant les prétendues révolutions de l'Est européen, en dénonçant la fausseté du prétendu socialisme stalinien et en rappelant que le nationalisme et l'idéologie démocratiques sont des idéologies bourgeoises ("PCI: un éclair de lucidité", "R.I." n°188, mars 90).

RI fait semblant de croire que cette position est nouvelle et elle nous reproche aussitôt de n'être pas "cohérent" parce que nous soutenons les mouvements "d'indépendance nationale dans les pays sous-développés". Et le CCI nous accuse même d'avoir, dans un article de 1976, appelé à la "solidarité" avec... "les massacres perpétrés" par les Khmers rouges!

Cette incohérence il faudrait la reprocher à la Gauche communiste, à l'Internationale de Lénine et de Trotsky, à Marx et à Engels: dans certaines phases historiques, dans certaines aires géo-historiques, les objectifs et les tâches bourgeoises sont révolutionnaires; et elles sont soutenues par les communistes, qui ne confondent cependant jamais pour autant leur programme avec le programme bourgeois: se reporter au "Manifeste", à "l'Adresse" de 1850, etc. Mais faire entrer le marxisme dans la tête du CCI est hors de portée des forces humaines!

Les douteuses félicitations du CCI n'ont d'autre but que de nous enrôler, bien malgré nous, dans une dispute entre le CCI et "les camarades de Battaglia Comunista". Notre courant a pu véritablement se reconstituer en Italie après la guerre à la suite de la rupture avec le courant confusionniste incarné par "BC". Il y a une dizaine d'années le CCI mena avec BC un flirt assez poussé, mais le mariage ne se fit pas. Et aujourd'hui, en faisant mine de nous décerner un bon point de lucidité, il veut faire honte à son ancien compère: "BC, qui ne défend pas pour autant les mêmes aberrations, devrait pour une fois prendre de la graine de ses cousins "bordiguistes". Qu'aujourd'hui BC réussisse à être moins clair que le PCI en dit long sur le niveau de ses contradictions".

Ce qui nous importe dans cette note c'est de réfuter le plus clairement possible l'idée que notre position serait analogue à celle du CCI.

L'extra-lucidité CCI développe en effet une analyse effarante selon laquelle les événements actuels seraient rien moins qu'un "effondrement du capitalisme" à l'Est! D'ailleurs pour faire bonne mesure, le n° de Mars de RI nous apprend que c'est toute l'économie mondiale qui s'effondre. Nous attendons avec impatience le n° d'Avril pour savoir ce qui peut rester dans ces ruines. Le CCI ne voit sans doute pas de révolutions dans les événements de l'Est com-

me le font les troskystes ou BC; mais si les mots ont un sens, son analyse implique forcément qu'une situation au moins pré-révolutionnaire s'est ouverte en conséquence de cet "effondrement". Pourtant, en dépit de la ruine du capitalisme, nous apprenons à la lecture de RI que la situation devient plus difficile pour le prolétariat. Comprenez qui pourra!

Le niveau des contradictions de l'analyse du CCI, qui, emporté par son élan, s'auto-proclame "avant-garde du prolétariat" en Allemagne, atteint des sommets vertigineux.

Mais finalement cela fait des années qu'il nous annonce la crise finale du capitalisme, probablement pour maintenir la motivation de ses militants: le sensationnalisme, la phrase révolutionnaire, sert toujours à masquer la superficialité des analyses, l'indigence politique et le vide programmatique. Les Thèses du CCI sur la crise des pays de l'Est (régimes caractérisés comme "le règne des fayots, des petits chefs incompetents et hargneux, des prévaricateurs cyniques, des magouilleurs sans scrupule et des flics!" subjectivisme, quand tu nous tiens...) expliquent avec une clairvoyance rare que la démocratisation et les réformes politiques et économiques sont à peu près impossibles dans ces pays. Cela signifierait en effet des élections libres, que le parti dirigeant perdrait à coup sûr, or: "la perte de son pouvoir politique (celui du parti-NdlR) signifierait concrètement l'expropriation de la classe dominante puisque son appareil (celui du parti-NdlR) EST justement la classe dominante."

Le malheur veut que ces thèses paraissent au moment où tous ces pays sont engagés dans des réformes profondes et où le parti unique est contraint de partager le pouvoir, quand il ne l'a pas déjà perdu.

Les thèses du CCI (publiées dans "Revue Internationale" n°60, le trimestre 90) voudraient que la classe dominante soit donc concrètement en voie d'expropriation: absurdité qui vaut bien celles des troskystes, ou celle de BC...

Cette absurdité repose sur l'idéalisme, conception selon laquelle ce sont les idées, la conscience, qui mènent le monde: de la même façon les formes politiques de gouvernement détermineraient les rapports de classes. Que le parti stalinien quitte le gouvernement, qu'il soit même dissous ou interdit, la classe dominante n'en sera pas pour autant expropriée - et la même chose vaut pour tous les pays. Pour exproprier la classe dominante, il faut révolutionner les rapports sociaux et la première condition pour le faire, ce n'est pas de changer les ministres et le gouvernement, c'est de briser l'appareil d'Etat, ériger sur ses ruines le pouvoir prolétarien qui peut intervenir dictatorialement dans les rapports économiques et sociaux.

Qui n'a pas compris cela n'a rien compris ni au marxisme, ni à l'histoire de la lutte des classes.

## PERLES LIBERTAIRES

"Le Nationalisme divise, le Fédéralisme unit", titre en première page "Le Monde Libéral" n°773 (1/2/90), organe de la Fédération Anarchiste, à propos des affrontements inter-ethniques en URSS et en Europe de l'Est.

Des anarchistes, on ne peut évidemment attendre qu'ils mettent de l'ordre dans leurs idées et leurs analyses, mais "Le Monde Libéral" atteint de rares sommets dans la confusion.

Critiquer le nationalisme est une chose excellente, mais lui opposer le Fédéralisme n'a aucun sens: les Etats-Unis, symboles de l'Etat fédéral, seraient-ils indemnes du nationalisme? La Suisse, officiellement une Confédération, ne connaîtrait-elle pas le chauvinisme et le racisme? Et l'Union Soviétique elle-même ne s'appuie-t-elle pas sur le principe du fédéralisme?

Oui mais, écrit le journal de la F.A., il s'agit là du "fédéralisme étatique et autoritaire", opposé au véritable fédéralisme: "Que l'on soit Arménien, Azéri ou Slave, le problème n'est donc pas la prise en compte d'une entité (-identité? -Ndlr) culturelle incontournable, mais comment cette entité est utilisée, détournée, pour opprimer l'Autre, l'étranger, celui qui ne vit et ne pense pas comme soi. (...) Le racisme par exemple se nourrit de ce patriotisme autoritaire. Surtout quand cette identité culturelle est "fragilisée" ou opprimée. C'est le cas en Europe, qu'elle soit de l'Est ou de l'Ouest. (...) Seul un réel fédéralisme non autoritaire, basé sur le respect des identités, sur la prise en compte des histoires collectives et individuelles pourra mettre fin à ces guerres. Il ne sera possible que s'il repose sur le respect mutuel, le contrat librement consenti. Il va de soi que les logiques de pouvoir n'auront plus droit de cité. Et que là on pourra enfin parler vraiment de "fin de l'histoire", de cette histoire des oppresseurs, celle qui agite le monde depuis trop longtemps".

Un autre article, finement et justement signé Alain Bécille, affirme que les "trois généralités" qui sont le racisme, la croyance en

Dieu et la Nation "ont eu pour conséquence guerres et génocides, misère et déportation. A chaque fois pour la bonne cause, pour ce sentiment hautement prétentieux d'avoir raison, les hommes souvent, les femmes beaucoup moins, ont tué. (...) L'histoire de ce siècle en est riche d'exemples. Hitler était nationaliste, Staline également, on a vu les résultats. Le Pen prend le relais, on voit où cela risque de nous mener. (...) Pourtant il serait si simple de comprendre que cette attitude est trompeuse, qu'elle n'engendre rien de bon.

Il faut penser le monde autrement. Ce n'est pas très compliqué, et en plus on ferait beaucoup d'économies".

Penser le monde autrement est à la portée de n'importe quel imbécile, anarchiste ou non; analyser les causes qui l'ont fait tel qu'il est, est plus compliqué, mais indispensable pour qui veut comprendre comment ce monde de l'oppression pourra être renversé et comment il est possible de préparer ce renversement.

Pour le "Monde Libéral" les choses sont très simples: tout n'est qu'un problème culturel et intellectuel; il suffit de penser autrement, il suffit de n'être pas prétentieux mais plein de respect mutuel envers l'identité culturelle de l'Autre... Pareil raisonnement ne s'élève pas d'un millimètre au-dessus du radotage religieux de son trivial: Paix aux hommes de Bonne Volonté, le royaume de l'Anarchie leur appartient. Et en reprenant les sous-produits idéologiques de la classe dominante, les anarchistes apportent inévitablement de l'eau au moulin de ceux qu'ils veulent combattre: tout comme les racistes et les réactionnaires ils font de cette "identité culturelle" un absolu "incontournable" au-dessus des classes et de l'évolution historique. Pire, ils estiment que la cause du racisme vient, en Europe de l'Ouest, de ce que cette soi-disant "identité culturelle" serait "fragilisée": le chauvinisme raciste ne dit pas autre chose.

## PERLES LIBERTAIRES (Suite)

Selon le matérialisme marxiste, les causes du racisme et du nationalisme ne sont pas spirituelles, intellectuelles ou culturelles, mais avant tout économiques et sociales.

Si les réfugiés azéris de Bakou se sont livrés à des pogroms, ce n'est pas parce que les arméniens "ne pensaient pas comme eux" ou ne respectaient pas leur "identité culturelle"; c'est parce que sans travail, sans logements, sans ressources depuis des mois, ils ont vu dans l'expulsion de milliers d'Arméniens la possibilité de prendre leur place, tout en se vengeant de ce qu'ils avaient subi. C'est aussi parce que les instigateurs des pogroms, à quelque niveau qu'ils se trouvent, en détournant la colère des réfugiés et le mécontentement de la population sur un bouc émissaire tout trouvé, ont voulu protéger les structures de l'Etat, selon une vieille tradition de la Russie et du Caucase.

Le nationalisme est combattu par le marxisme au moins autant parce qu'il unit que parce qu'il divise. Doctrine et instrument de la bourgeoisie, il prétend unir toutes les classes de la société autour d'un intérêt commun, l'intérêt national. La classe dominante et toutes les classes plus ou moins exploiteuses ou qui aspirent à le devenir, cherchent toujours à augmenter la quantité de richesses sur lesquelles faire main basse, le volume de ressources à faire fructifier, le nombre de marchés à exploiter et de prolétaires à faire trimer. L'identité culturelle des populations, résultat de l'histoire, est un facteur non négligeable dans les affrontements entre nationalismes rivaux, mais ce n'est pas le facteur déterminant comme le prouve le fait que chaque nationalisme réécrit l'histoire à sa façon pour démontrer que tel ou tel territoire lui appartient indiscutablement, quoi qu'en pensent ses habitants actuels.

Aux prolétaires, le nationalisme affirme que si la nation est puissante, si elle recouvre les richesses spoliées par l'étranger, leur sort s'en trouvera automatiquement amélioré. En l'absence de toute lutte de classe réelle, le nationalisme peut apparaître, non seulement pour le petit-bourgeois, mais même pour le prolétaire, comme la seule issue pour améliorer la situation. C'est ce qui explique pourquoi dans l'URSS où la contre-révolution dite stalinienne a écrasé toute tradition de classe, et rendu odieux jusqu'au vocabulaire marxiste, les ouvriers grévistes de Bakou, d'Erevan ou de Tbilissi font confiance aux organisations nationalistes et laissent des bandes chauvines organiser des pogroms et détruire tout ce qui rappelle le mouvement ouvrier.

Comment "Le Monde Libertaire" pourrait-il alors comprendre cela, lui qui croit que les bolchéviks sont toujours au pouvoir et que le communisme règne en URSS ?

Et comment pourrait-il alors deviner que la seule réponse à l'unité nationaliste est le développement de la lutte intérieure de classe, rendant possible l'union internationale des prolétaires, avec comme perspective la révolution sociale et la guerre civile ? Tout cela est bien trop autoritaire et laisse bien trop de place aux "logiques de pouvoir" pour nos anarchistes, qui se lamentent du refus "de mettre à l'ordre du jour la conception libertaire du fédéralisme" et de l'incapacité à "éviter ces égarements": "Mais vraiment comment peut-on être aussi incurable? Il est vrai l'ignorance est aussi quelque chose d'assez bien partagée dans ce monde, mais quand même!"

Mais "Le Monde des Bons Sentiments", si respectueux soit-il de l'incontournable identité culturelle de l'Autre est d'abord un anarchiste adversaire de tout pouvoir, et d'abord du pouvoir de la logique ! Aussi quand l'Autre est Allemand les bons sentiments s'évanouissent et "pour mieux comprendre le présent", c'est-à-dire les événements en Allemagne, il sert à ses lecteurs un échantillon des divagations racistes anti-allemandes du grand ancêtre, Bakounine, qui idéalisait "la race slave". Selon une théorie que Bakounine prête à "tout allemand pensant et politisant" y compris "dans cette partie du prolétariat de l'Allemagne" inspiré par Marx, "dans la marche progressive de l'histoire, la race latine représentait l'aristocratie, la race slave, la canaille populaire, et la race allemande, la bourgeoisie.

Et bien, par rapport aux Allemands et aux slaves, je trouve que cette théorie se rapproche assez exactement de la vérité. (...). Et les Slaves qui "n'ont jamais su ni voulu créer une bourgeoisie en leur sein, ni constituer un Etat" se sont identifiés "avec la canaille populaire toujours écrasée et toujours exploitée, soit par les classes, soit par les Etats, établis dans les pays slaves exclusivement par les Allemands, etc., etc."

Depuis Bakounine le chauvinisme "anti-boche" a fait suffisamment de dégâts en France pour que l'exhumation de telles stupidités ne soit pas sans signification et sans conséquence au moment où la bourgeoisie s'inquiète de la puissance de l'éternel rival germanique. Et quand les anarchistes, après leurs jérémiades libertaires et moralistes, invitent à lire ces extraits parce qu'ils seraient une critique du "nationalisme de ce qui allait devenir la gauche allemande", le moins que nous puissions faire est de reprendre à leur intention l'exclamation de Marx à propos de Bakounine, avec la conscience qu'elle est encore cent fois plus méritée:

Ah, les imbéciles !

## L'INCAPACITE DE V.P. A COMPRENDRE LA CONTRE-REVOLUTION STALINIENNE

"Partisan", journal de "l'O.C.M.L. Voie Proletarienne" (V.P.), publié dans son n°48 (février 90) un "rapide exposé" de l'histoire de l'URSS après la révolution. A la différence des anciennes organisations "M.L.", V.P. ne se réclame plus de Staline; mais l'analyse qu'elle fait de la révolution russe démontre qu'elle n'a en fait pas rompu avec la tradition stalinienne - en particulier la tradition de falsification de l'histoire - ce qui, après tout, n'est pas surprenant de la part d'une organisation qui se réfère toujours aux enseignements de Mao-Tsé-Toung.

Comme tous les maoïstes, V.P. n'hésite pas à affirmer que l'URSS actuelle est capitaliste. Comment est-ce possible après la révolution socialiste d'Octobre ? L'explication que donne V.P. est totalement étrangère au marxisme et à la vérité historique.

"Partisan" commence son article par un rappel à sa façon de notions de base: "Pour juger de son oeuvre (celle du parti bolchévik-NdIR) et comprendre ce que deviendra ensuite l'URSS, précisons ce que nous entendons par "socialisme". S'il est simple de caractériser le capitalisme (...), il l'est moins de définir le socialisme. En effet, celui-ci n'est pas un mode de production, un système stable, mais une période de transition entre le capitalisme et le communisme. C'est une période de transformation de la société (...), une période de lutte dont l'issue n'est pas certaine. Une photo de la société de transition à un instant donné ne permet pas de juger de la nature de classe du pouvoir (!), car on ne voit pas dans quel sens va la société".

Cela fait plus d'un siècle que le marxisme a défini ce qu'est le capitalisme et en même temps ce qu'est le socialisme, ainsi que la transition entre les deux "où l'Etat ne saurait être chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat" (Marx, Critique du programme de Gotha). La nature de classe du pouvoir dans la société de transition est donc assez évidente, avec ou sans appareil photo ! Mais en plus cette société de transition n'est pas le socialisme. Rétablissons donc les notions de base:

**Stade de transition:** le prolétariat a conquis le pouvoir et doit mettre les classes non-prolétariennes hors-la-loi justement parce qu'il ne peut pas les "abolir" d'un seul coup. (...) Economie non encore socialiste, économie de transition. **Stade inférieur du communisme:** ou si l'on veut, socialisme. La société est déjà parvenue à la disposition des produits en général et elle les a assignés à ses membres au moyen d'un plan de "contingement"; L'échange et la monnaie ont cessé d'assurer cette fonction. (...) A ce stade, outre que l'obligation du travail subsiste, l'enregistrement du temps de travail fourni et le certificat attestant cette fourniture, c'est-à-dire le fameux **bon de travail** si discuté depuis un siècle, sont nécessaires. Le bon possède la caractéristique de ne pouvoir être accumulé, si bien que toute tentative de la faire entraîner la perte d'une certaine quantité de travail sans restitution d'équivalent. La loi de la valeur est enterrée (Engels: la société n'attribue plus de valeur aux produits).

**Stade du communisme supérieur,** que l'on peut aussi appeler sans hésitation plein socialisme. La productivité du travail est devenue telle que ni la contrainte, ni le contingentement ne sont plus nécessaires (sauf cas pathologique) pour éviter le gaspillage des produits et de la force humaine. Liberté de prélèvement pour la consommation de tous. A chacun liberté de prélèvement pour sa consommation (cf notre brochure "Dialogue avec Staline", p.28).

La contre-révolution qui est venue à bout de la vague révolutionnaire internationale du premier après-guerre, n'a pas seulement détruit les organisations communistes dans le monde et liquidé le pouvoir prolétarien en Russie; elle a aussi mis en pièces le marxisme et travesti jusqu'à ses notions élémentaires. C'est ainsi que le stalinisme a baptisé "socialisme" la société russe et ensuite la Chine et tous les pays satellites de l'URSS. Ce n'était pas un problème de vocabulaire mais un reniement fondamental de la perspective communiste. La contre-révolution triompha sous le drapeau du "socialisme dans un seul pays", c'est-à-dire en défendant l'idée qu'il était possible de réaliser le socialisme dans le cadre d'un seul pays, et d'un pays socialement arriéré, sans plus s'occuper du sort de la révolution mondiale.

Lors de sa bataille désespérée dans le parti et l'Internationale lors de la funeste année 1926, l'opposition démontra, textes à l'appui, que Lénine et tous les bolchéviks, Staline y compris, avaient toujours repoussé comme anti-marxiste une idée pareille. Elle rappela les nombreuses analyses dans lesquelles Lénine expliquait que la Russie était le théâtre d'une lutte économique non entre le mode de production socialiste et celui capitaliste, mais entre le capitalisme d'Etat allié au capitalisme privé autorisé dans le cadre de la N.E.P. et "l'océan de la petite production marchande" paysanne qui menaçait de tout engloutir.

La force de la majorité dite stalinienne ne résidait pas dans ses arguments, mais dans le fait qu'elle exprimait les intérêts de ce capitalisme d'Etat. En pleine croissance,

celui-ci, au lieu d'être contrôlé par le parti et l'Etat prolétariens en attendant la révolution internationale, comme le voulait Lénine, s'emparait de cet Etat et de ce parti et en faisait ses instruments. Après la victoire définitive des staliens, après avoir brisé les opposants marxistes, il pourra utiliser toute la puissance de l'Etat pour imposer à la classe ouvrière le calvaire des plans quinquennaux et pour centraliser de la manière que l'on sait la production paysanne.

Le tour de passe-passe consistant à appeler "construction du socialisme" ce développement forcé du capitalisme d'Etat était nécessaire pour désorienter une classe ouvrière qui avait derrière elle des décennies de lutte anti-capitaliste. "Il ne faut pas cacher aux ouvriers l'existence chez nous du capitalisme et du capitalisme d'Etat" disait Zinoviev en 1926; c'est justement ce que le stalinisme s'efforça de cacher en prétendant le socialisme en voie de réalisation.

Staline avait face à lui des militants marxistes d'un certain calibre; aussi s'exprimait-il encore avec circonspection. V.P. n'a pas les mêmes égards pour ses lecteurs qu'elle doit estimer suffisamment ignorants pour pouvoir leur débiter les pires sottises: selon elle le socialisme régnait en Russie à l'époque, ce qui n'empêchait pas l'existence encore de rapports capitalistes...

Nous nous sommes attardés sur ce point, parce que c'est la clé de l'analyse de V.P.; si le socialisme est un tel embrouillami, on comprend qu'il suffit d'un rien pour le transformer en capitalisme et qu'il soit parfois bien difficile de savoir si on a un pouvoir prolétarien ou bourgeois: la Chine passera ainsi du socialisme au capitalisme suivant que la bande des 4 sera ou non au pouvoir, la direction stalinienne fera passer la Russie dans le capitalisme parce qu'elle n'était plus capable "de mobiliser l'énergie des masses"...

La Russie a connu en 1917 une **révolution double:** une révolution anti-féodale, anti-tsariste, qui a mis en mouvement les immenses masses paysannes et une révolution anti-capitaliste, socialiste, du prolétariat des grandes villes. Par sa lutte révolutionnaire le prolétariat s'est mis à la tête des masses paysannes et a assuré le triomphe de la révolution anti-féodale. Mais il ne pouvait donner que le coup d'envoi à sa propre révolution socialiste parce que l'arène de celle-ci est internationale; commencée en Russie, maillon faible de l'ordre capitaliste mondial en raison de la maturation en son sein de la révolution bourgeoise anti-féodale, la révolution socialiste devait pour vaincre s'étendre à l'échelle internationale et gagner les pays pleinement capitalistes, les seuls mûrs pour une transformation socialiste de leur économie. L'économie socialiste unifiée de ces pays aurait pu alors accélérer énormément l'évolution des pays arriérés, en faisant passer rapidement leurs gigantesques populations paysannes d'une économie largement pré-capitaliste au socialisme, donc en leur évitant dans la mesure du possible les souffrances de l'accumulation capitaliste. La perspective frauduleuse du "socialisme dans un seul pays" brisa le lien avec la révolution mondiale, limitant donc l'évolution de la Russie à l'horizon bourgeois et condamnant les masses aux souffrances du développement capitaliste: ce furent les "20 à 40 ans de souffrances sous la terreur blanche" redoutés par Lénine à la fin de sa vie en cas de retard des révolutions prolétariennes et d'un mauvais rapport entre les classes en Russie.

V.P. ne fait évidemment aucune allusion à cette problématique sur laquelle se brisa le pouvoir soviétique. En digne héritière du "socialisme dans un seul pays", elle ignore même totalement les facteurs internationaux dans l'évolution de la situation russe, pourtant déterminants. La contre-révolution est, comme la révolution, internationale; chaque défaite de la révolution mondiale aura immédiatement ses contrecoups en URSS: l'échec de la révolution allemande en 23 provoque la précipitation de la crise politique mûrissant en Russie, la défaite de l'opposition trotskyste devant l'appareil du parti intimement mêlé à celui de l'Etat et en voie d'autonomisation derrière la figure pateline de son secrétaire général. 3 ans plus tard l'échec de la révolution chinoise et de la grève générale anglaise permettra à celui-ci de jeter bas les masques et d'entamer la chasse générale aux éléments révolutionnaires et internationalistes.

Mais V.P. réussit le tour de force de faire disparaître 1923 et 1926 de l'histoire. Par contre: "les soviets sont revitalisés en 1924 avec un succès inégal. Dans les villes, ils permettent néanmoins d'assurer une participation large des ouvriers à la vie locale (!). Les syndicats ont une autonomie politique (?) et assurent la défense des intérêts ouvriers (...). En 1924 sont lancées des "conférences de production" qui doivent permettre aux ouvriers membres du parti, comme sans parti, de soumettre les instances supérieures au contrôle de la base." Au contraire de cette vision idyllique, 1924 est l'année de la "promotion Lénine" qui ouvre toutes grandes les portes du parti que Lénine voulait à l'inverse purger des éléments indésirables, dans le but de noyer l'opposition sous un flot d'arrivistes ou de recrues prêtes à faire le jeu de l'appareil et de sa discipline "d'acier". Cette masse de ma-

noeuvre de centaines de milliers de personnes (le nombre d'adhérents au parti augmente de 50% pendant l'année) permettra à l'appareil de vaincre "démocratiquement" l'opposition unifiée de 1926, lorsque les zinovévistes, sous la pression du mécontentement croissant de la classe ouvrière, se décideront à rompre avec Staline.

Impavide, V.P. ne consacre à l'année 1926 que cette remarque digne de rester dans les annales de la propagande contre-révolutionnaire: "En 1926, le rôle des travailleurs est élargi."

Et la falsification continue: "A partir de 1927, il devient évident (...) qu'il faut accroître l'initiative et la participation des masses dans la production et dans l'Etat. Staline parle alors de la nécessité "d'une révolution culturelle", "d'une critique et d'une autocritique ayant un véritable caractère de masse"."

1927 c'est l'année de la capitulation des zinovévistes, de l'expulsion du parti et de la déportation des dirigeants oppositionnels, l'année des premières arrestations, le début des années de la "terreur blanche". Pas pour V.P....

Selon V.P., en 1928 la direction du parti appuie la lutte des travailleurs contre les directeurs d'usine car Staline dit qu'il faut "lutter contre les nouveaux bureaucrates communistes". Cependant les problèmes apparaissent:

"Pourtant simultanément à l'effort d'élargissement de la démocratie ouvrière (!) se met en place le système de la nomenklatura (...)" et les "instances économiques" (?) s'opposent à cet effort. Pour ne pas imposer des sacrifices aux masses (!!), Staline et Boukharine s'opposent à l'Opposition Unifiée (non seulement, en bon stalinien, V.P. ne parle de l'opposition que pour la calomnier, mais en plus elle ne prend pas la peine d'ouvrir un livre d'histoire pour vérifier les dates). Mais l'URSS se lance dans la collectivisation et l'industrialisation massive qui provoquent la désorganisation de l'économie et des crises économiques en 1932 et 1937.

C'est alors que "incapable de mobiliser l'énergie des masses, le parti va renforcer les rapports de type capitaliste: le despotisme d'usine et la division du travail. Ces pratiques deviennent l'orientation générale du parti."

Donc pour résoudre une crise économique du socialisme, le parti choisit de renforcer des méthodes capitalistes qui existaient déjà. Mais le capitalisme ne se définit pas par des méthodes, mais par l'exploitation de la force de travail salariée. Le salariat et donc le capitalisme existaient-ils en URSS avant les années 30 ? V.P. ne peut envisager cette question car il lui faudrait alors constater aussi la nature capitaliste de la Chine de Mao-Tsé-Toung. Il lui faut donc se réfugier dans le subjectivisme (la "juste conception du rapport du parti à la classe" qui a fait défaut à Staline!) et affreusement défigurer le marxisme en définissant comme "points déterminants" de la transition vers la communisme, "la lutte contre la division du travail" et "la poursuite de la lutte des classes sous le socialisme". Le socialisme avec plusieurs classes en lutte, voilà une idée enfantée par la contre-révolution, comme celles du "marché socialiste", des "voies nationales au socialisme" ou de "l'enrichissement du marxisme par la pensée de Staline, Mao-Tsé-Toung, Kim Il Sung, Ceausescu, etc" (barre les mentions devenues inutiles).

La compréhension de la révolution et de contre-révolution en URSS, indispensable pour résister aujourd'hui à la propagande bourgeoise avant de l'être demain lors des futurs assauts révolutionnaires, est impossible sans revenir au marxisme authentique, sans balayer les concepts issus de la contre-révolution, donc sans lutte contre toutes les organisations qui les diffusent et qui contribuent de ce fait à égarer les maigres forces poussées à la lutte contre le capitalisme.

## il comunista

organo del partito comunista internazionale

No 20 - DECEMBRE 1989  
AU SOMMAIRE

-Europa dell'Est: Nella generale e sovrastante rivenicazione di democrazia si fa strada a fatica la lotta proletaria di classe  
-Romania: La caduta del tiranno non cambia la natura dello Stato  
-Non è ancora il cuore proletario che batte a Berlino Est  
-Lo sciopero dei "muri neri" in URSS continua ad istruire  
-Polonia: Dopo le catene, la camicia di forza  
-La Germania dell'Est nell'attualità degli ultimi mesi  
-Antimilitarismo di classe e guerra  
-Peugeot: Anche uno sciopero sconfitto può insegnare qualcosa  
-Polonia: Il conto della democrazia è salato  
-Lettere al giornale

# SOLIDARITE AVEC LA LUTTE DES OUVRIERS DE FORD AU MEXIQUE

Pour comprendre ce qu'est réellement la démocratie bourgeoise, il n'est qu'à regarder le comportement de son ambassadeur industriel, dans les pays où règne le joug de dictatures ou de semi-dictatures, lorsqu'il y a un semblant de démocratie, ou lorsque démocraties et dictatures ouvertes se succèdent selon les besoins du maintien de l'ordre. Si les miettes du festin impérialiste permettent de corrompre suffisamment les classes ouvrières nationales dans les pays capitalistes les plus riches, et donc de conserver les formes de démocratie bourgeoise les plus achevées et les plus fonctionnelles, il n'en n'est pas de même dans les pays dominés par l'impérialisme, ses banques et sa menace militaire.

L'exemple de Ford est caractéristique de ce point de vue. Lorsque Ford-Allemagne, par exemple, veut s'attaquer aux conditions de travail des ouvriers pour augmenter la productivité, diminuer les salaires, elle dispose de l'appareil bureaucratique syndical local et des multiples rouages de la démocratie qui peuvent d'autant mieux fonctionner que le capitalisme a la possibilité d'accompagner les mesures anti-ouvrières de programmes "d'aides", de "recyclages", d'indemnités, etc.

Mais lorsqu'il s'agit de Ford-Mexique qui dépend pourtant de la même direction générale dans l'Amérique démocratique, alors les attaques sont directes, brutales et meurtrières.

Depuis plus de 3 ans les ouvriers de Ford-Mexique mènent une lutte coura-

geuse contre un ennemi qui utilise tous les moyens, sans exception aucune, contre eux chaque fois qu'ils agissent ensemble pour défendre leur place de travail et leur salaire.

En juillet 1987, l'usine Ford de Cuautitlan ferme ses portes non pas pour arrêter la production, mais pour exercer le pire des chantages à l'emploi sur les ouvriers: l'usine ne réouvrira que si les ouvriers se réengagent à des salaires inférieurs. Ce qui fut fait quelques semaines après la fermeture. La Confédération des Travailleurs du Mexique, véritable bureaucratie corrompue au service direct du patronat pour toutes les sales besognes contre les ouvriers, a totalement appuyé, par son secrétaire local de l'usine, un certain Lorenzo Vera, cette action des patrons de Ford. Devant la réaction ouvrière, il fut contraint de démissionner, certainement pour grimper un peu plus dans la hiérarchie des crapules, mais pour être remplacé par un frère de sang, Hector Uriate, directement nommé par la direction.

Commence alors pour la direction une attaque en règle contre tous les "meneurs" qui ont animé la lutte contre son prédécesseur, et qui exigent une élection libre des délégués syndicaux.

Les ouvriers de Ford n'ont pas attendu des bonzes syndicaux une élection libre ! En juin de l'année dernière, 3000 travailleurs (sur 3600) se rassemblent pour nommer directement qui les défendra contre la direction. L'offensive contre les ouvriers combattifs

à la tête du mouvement redouble alors, menée par le syndicaliste jaune. Puis ce sera la fermeture dont nous avons parlé, mettant les prolétaires à la rue jusqu'à la "réorganisation" !

En décembre 89, à l'usine Ford de Valle de Mexico cette fois, éclate une nouvelle lutte à propos de la perte de 70% des primes de fin d'année sous des prétextes fiscaux. Le bonze Uriate sera de nouveau de la partie pour appuyer la direction !

La grève des ouvriers pour riposter à cette attaque salariale ne pouvant être enrayerée par la "bonne" parole des bureaucrates syndicaux, c'est tout simplement une centaine de nervis armés que la direction, approuvée par ses bonzes, envoya dans les ateliers pour obliger les travailleurs à reprendre le travail et à céder sur leurs revendications. La direction savait bien qu'on n'envoie pas des hommes de main dans une usine sans qu'il y ait affrontement. Les ouvriers résistèrent si efficacement aux nervis qu'ils réussirent à les chasser; mais le bilan fut lourd dans leurs rangs: un ouvrier tué par balle et 8 autres blessés eux aussi par balles... Mais par leur détermination et leur radicalisation croissante les ouvriers ont démontré qu'ils ne mettaient pas genou à terre, même devant la force patronale armée.

La énième riposte de la direction fut d'annoncer le 10 janvier dernier le licenciement de tous les ouvriers.

Par la suite, Hector Uriate sera mis sur la touche par la direction, 10 des 100 hommes de main seront arrêtés

pour calmer la rage et la haine ouvrières contre l'appareil d'exploitation et d'oppression qui les écrase. Le bonze a été remplacé par un autre de la même couleur: jaune. Quant au massacre du 10 janvier, les sous-fifres sont à l'ombre (pour combien de temps ? Pas pour longtemps, le temps sans doute que la tempête se calme à Ford) et les patrons commanditaires du meurtre coulent toujours des jours heureux au soleil.

Malgré un apparent recul de la direction, malgré les contacts du Ministère de l'Industrie avec la direction de Detroit, la lutte n'est pas terminée parce que la direction ne recule que pour mieux sauter. Fin février 1800 travailleurs n'étaient toujours pas réembauchés, les cordons de police ceinturaient toujours l'usine pour intimider les travailleurs (nous supposons qu'officiellement il s'agit de "protection" des travailleurs).

La lutte courageuse et exemplaire des ouvriers de Ford-Mexique mérite la plus grande solidarité des prolétaires. Se déroulant dans une multinationale, elle montre aussi à quel point la solidarité internationale pourrait être efficace si dans les pays des centres impérialistes démocratiques, les appareils syndicaux ne faisaient pas le sale boulot de collaboration et de maintien de la paix sociale.

Nous reviendrons sur cette lutte, dès que nous aurons des informations sur la suite de son déroulement.

février 90

## GREVES AU MOZAMBIQUE

Le Mozambique, ancienne colonie portugaise devenue indépendante en 1975 après une longue guerre d'indépendance, vient de connaître au début de cette année et pour la première fois de sa courte histoire une importante série de grèves.

Pour mobiliser la population contre une guérilla financée et organisée par l'Afrique du Sud, le régime a longtemps conservé des poses "radicales". En 1977 le parti unique FRELIMO (Front de Libération du Mozambique), se déclarait même "marxiste-léniniste" sans doute aussi pour s'attirer les bonnes grâces des pays dits "socialistes" auprès de qui le Mozambique avait trouvé un appui.

Mais la crise économique mondiale et les ravages de la guérilla allaient provoquer un profond marasme économique: baisse du PNB de 40% de 1980 à 1986, baisse de 75% des exportations, près d'un milliard de dollars de dettes impayées... Le Mozambique était contraint de se tourner vers le FMI pour chercher une aide financière que les pays de l'Est étaient bien incapables de fournir, et aussi de rechercher un accord avec l'Afrique du Sud pour en finir avec la guérilla (encore aujourd'hui 40% du budget est dévoré par les dépenses militaires).

Les plans du FMI et de la Banque mondiale sont entrés en action à partir de 1987: les entreprises d'Etat sont peu à peu privatisées, la monnaie a été dévaluée de presque 95% en 3 ans, les subventions aux produits de base peu à peu réduites; les prix ayant été libérés, l'inflation a officiellement été de 150% en 87, 50% en 88, 30% en 89, mais en réalité elle a été beaucoup plus élevée. L'Afrique du Sud commence à investir dans le pays (recherches minières pour l'instant) et elle a officiellement cessé d'aider la guérilla, comme le lui demandaient les USA. Mais elle a cependant averti que des "citoyens privés sud-africains" pouvaient continuer cette aide...

Les experts internationaux félicitent le gouvernement pour sa bonne volonté; le FRELIMO a abandonné lors de son dernier congrès le "marxisme-léninisme" et sa prétention à être "l'avant-garde de la classe ouvrière" pour s'ouvrir aux "hommes d'affaire" et aux "croyants"... Les plans du FMI seraient une réussite: la croissance économique a repris (4,5% par an depuis 87), la balance commerciale s'est redressée. Mais les experts reconnaissent aussi que la production n'est plus que la moitié de ce qu'elle était en 80 et qu'il faudra, si tout va bien, une génération pour revenir à ce niveau. La mortalité infantile est la plus élevée d'Afrique et

la famine aurait fait plus de 4000 morts dans le Nord du pays depuis le début de l'année.

La baisse brutale et continue du pouvoir d'achat des salaires a fini par susciter des mouvements de lutte sans précédent. Le 2 janvier les chemins, au nombre de plusieurs milliers, se mettent en grève et paralysent l'activité du port de Maputo (la capitale); à leur suite les ouvriers de différents services et entreprises du port se mettent en grève, puis les travailleurs de l'aciérie, de l'usine de textile TEXLON, les employés municipaux, les employés de l'hôpital, etc. Au bout d'une semaine de ces grèves qui éclatent les unes après les autres, souvent très courtes, le syndicat d'Etat finissait par déclarer que les revendications des travailleurs étaient justifiées, mais qu'on ne doit faire grève que lorsque tous les moyens de dialogue sont épuisés (le droit de grève n'existe pas) !

Cette première vague de grèves est retombée assez vite après l'annonce d'ouvertures de négociations ou la satisfaction des revendications. Mais à mi-janvier les grèves ont repris: à Beira, deuxième ville mozambicaine, les employés du port demandent une hausse de 50% de leurs salaires et les infirmières, une hausse de 140%. Des affrontements violents sont signalés avec la police, qui fait usage de ses armes. A Maputo les ouvriers de la TEXLON se remettent en grève après avoir constaté que les promesses ne sont pas tenues. Les mineurs de la mine à ciel ouvert arrêtent le travail pour demander le paiement des arriérés de salaire (3 mois d'arriérés). A Dondo, les travailleurs de l'entreprise forestière obtiennent le règlement de 3 mois d'arriérés de salaires simplement par la menace de se mettre en grève! En dépit des tentatives d'intimidation du gouvernement, les grèves ont continué notamment chez les enseignants dans 5 villes du pays pour 100% d'augmentation de leur salaire.

Dans ce petit pays, où 80% de la population est paysanne, les travailleurs n'ont pas hésité à rompre la paix sociale pour se défendre contre les intolérables attaques du capitalisme. Ils y ont été puissamment incités par les exemples des luttes ouvrières dans l'Afrique du Sud voisine (vers qui existe une émigration de travailleurs de toute la région). De son côté, la classe dominante abandonne la rhétorique "anti-impérialiste" du combat contre l'apartheid, pour composer avec le pouvoir blanc de Prétoria. Les anciens alignements datant du cycle des révolutions anti-coloniales cèdent ainsi la place aux alignements de la lutte des classes moderne annonciateurs des futures révolutions anti-capitalistes.

## MALAISIE

Le 31 janvier 60 000 ouvriers agricoles des plantations du pays (dont les productions de caoutchouc, d'huile de palme et de noix de coco sont un facteur important de l'économie et représentent 15% des exportations) se sont lancés dans une grève illimitée; la revendication principale est un salaire minimum garanti de 240 ringgits par mois (environ 500 FF). Actuellement ils sont payés à la journée suivant un tarif qui peut théoriquement leur faire gagner dans le secteur du caoutchouc 450 ringgits par mois, à condition de traiter 600 arbres produisant assez de latex par jour et à condition que les prix soient bons. L'organisation du travail est particulièrement dure: elle remonte à l'époque coloniale.

Le gouvernement est intervenu comme "médiateur"; curieux médiateur lorsqu'on sait que la plupart des plantations sont propriété d'Etat ! Le 2 février donc, le ministre du travail ordonna la reprise du travail après avoir confié la résolution du conflit à l'arbitrage des juges de l'Industrial Court. Le syndicat appela donc à la reprise du travail, car la loi prévoit l'arrestation des dirigeants syndicaux si la grève continue après que l'Industrial Court ait été saisi. Le syndicat fit cependant de la surenchère en menaçant d'exclure de ses rangs tous ceux qui voulaient continuer la lutte. Malgré tout, le 6 février plusieurs milliers d'ouvriers avaient refusé de reprendre le travail dans différentes plantations. Les dirigeants des plantations se plaignent cependant de la trop grande sensibilité du gouvernement envers les travailleurs, en faisant valoir que l'Indonésie risque de leur ravir des marchés. Pour faire pièce aux revendications des ouvriers, ils ont fait venir depuis quelques années des milliers de travailleurs indonésiens, réputés plus dociles et acceptant sans rechigner les bas salaires.

### GRANDE-BRETAGNE: MANIFS CONTRE LA POLL TAX

Malgré le discours rassurant des conservateurs, malgré la publicité faite autour de quelques "réussites" de l'économie anglaise, la bourgeoisie ne peut pas cacher une brutale réalité. La crise a détruit des pans entiers de l'industrie, mais elle a aussi ruiné les caisses de l'Etat et des collectivités locales. L'Etat est donc parti dans une nouvelle guerre contre les contribuables, et plus spécialement contre les contribuables prolétaires, en instaurant un nouvel impôt local dont l'application épargne les hauts revenus, mais frappe lourdement les prolétaires.

Apparavant calculé en fonction de la propriété ou du lieu d'habitat, l'im-

pôt va devenir personnel et frapper toute personne, y compris les chômeurs. L'augmentation de l'impôt est de 30% en moyenne. La réaction dans les quartiers ouvriers a été vive. Au début de mars, à Hackney (à l'est de Londres), les 5000 manifestants contre la poll tax se sont heurtés contre les forces de l'ordre venues protéger le Conseil municipal. Celui-ci siégeait au même moment pour déterminer le montant des nouveaux impôts. Il y a eu 57 arrestations. A Brixton aussi, à eu lieu une manifestation contre laquelle furent envoyés les flics. Au total, c'est dans une dizaine de villes qu'on eu lieu des manifestations de protestation. Après les mineurs, les postiers, les dockers, les transports, les infirmières, et avec l'actuelle grève des ambulanciers qui en sont à leur 6ème mois de lutte, les prolétaires de Grande-Bretagne donnent une magnifique leçon de vitalité de lutte et indiquent que la voie à suivre pour se défendre des offensives capitalistes est celle de la lutte directe, de la lutte de classe.

### " VAE VICTIS " ALLEMAGNE (Suite)

(Suite de la page 6)

dans les deux Allemagnes contre les gouvernements complices de l'Amérique et la Russie, c'est-à-dire une renaissance de classe du prolétariat allemand, le retour de la perspective de la dictature prolétarienne et de la grandiose tradition de Marx.

Ce n'est pas la perspective d'une entreprise absurde, à condition qu'à l'Ouest et à l'Est la lutte intérieure de classe ressurgisse dans toute sa puissance.

Presqu'un demi-siècle suffit pour conclure que la direction russe dans la lutte pour le communisme a abouti à une faillite.

L'espoir ne peut résider que dans une mission du grand prolétariat allemand qui remplisse l'histoire de ce qui reste du siècle. Il ne s'agit plus de la seule Europe. Tous les continents sont en mouvement. Bien que le boulet national pèse encore terriblement, quoiqu'avec des effets révolutionnaires, pour les peuples de couleur, leur guide serait l'internationalisme de la formule de l'unité allemande: le nouveau grand Etat du prolétariat allemand, qui affronterait les forces de l'Est et de l'Ouest, toutes socialement capitalistes.

Les peuples de couleur pourraient avancer rapidement et sauter des siècles d'histoire. La situation d'aujourd'hui est grise, mais il semble déjà que la Chine soit moins encline à la coexistence et à la détente que la Russie.

Quand Pékin a appris qu'à Camp David on décrétait la sujétion du peuple blanc allemand, un cri de protestation naïf mais puissant du peuple jaune a fait vaciller l'ignoble accord.

Seule la ligne de Marx, de Lénine et de la dictature de classe peut canaliser dans un flot unique les forces qui frémissent dans le sous-sol de l'histoire à travers toute la planète.